



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Réaliser la Faim zéro en Afrique d'ici 2025

BILAN DES PROGRÈS ACCOMPLIS

27 janvier 2018
Réunion de haut niveau de
l'Union africaine
Addis-Abeba, Éthiopie

Réaliser la Faim zéro en Afrique d'ici 2025

BILAN DES PROGRÈS ACCOMPLIS

27 janvier 2018

Réunion de haut niveau de l'Union africaine

Addis-Abeba, Éthiopie

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Rome 2018

Les appellations employées et la présentation de l'information dans ce document d'information n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés n'entraîne de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les points de vue exprimés dans ce produit d'information sont ceux de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-130443-3

© FAO, 2018

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des données et des informations textuelles de ce document. Sauf indication contraire, le contenu peut être reproduit, imprimé et téléchargé aux fins d'étude privée, de recherche ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit pas déclaré ni sous-entendu en aucune manière que la FAO approuve les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation, ainsi qu'à la revente et autres droits d'exploitation commerciale est à adresser par courriel à copyright@fao.org ou à présenter lors du téléchargement au moyen d'un formulaire en ligne de demande d'autorisation www.fao.org/contact-us/licence-request.

Les documents d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par le biais de publications-sales@fao.org.

Avant-propos	vi		
Document de réflexion	viii		
1. Séance d'ouverture		4. Dialogue multipartite	
Alpha Condé	2	Kanayo F. Nwanze	34
Hailemariam Desalegn	6	Jaqueline Amongin	38
António Guterres	13	Ahmed Aboul Gheit	40
2. Politiques destinées à éradiquer la faim en Afrique		Shenggen Fan	42
José Graziano da Silva	16	Kwesi Attah-Krah	44
Gilbert F. Houngbo	19	John Miller	46
Ngozi Okonjo-Iweala	21	Ntiokam Divine	50
3. Partage des expériences dans la lutte contre la faim		Philip Baker	52
Luiz Inácio Lula da Silva	25	Jacob Ouédraogo	54
Olusegun Obasanjo	31	Martin Fregene	56
		5. Communiqué commun	58
		6. Remarques de clôture	
		Eyasu Abraha Alle	62

Remarque: les allocutions sont présentées dans l'ordre dans lequel elles ont été prononcées.

AVANT-PROPOS

Ce fut un honneur de présider la réunion de haut niveau sur le «Partenariat renouvelé pour éradiquer la faim en Afrique d'ici à 2025 - Cinq ans plus tard: Bilan des progrès accomplis et des leçons retenues eu égard aux Objectifs de développement durable».

Cette rencontre a fait suite à une Réunion pour un partenariat renouvelé qui s'est tenue en juillet 2013 à Addis-Abeba en Éthiopie, où la Commission de l'Union africaine (CUA), en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Institut Lula entre autres partenaires, ont lancé une plate-forme de dialogue politique appelé «Partenariat renouvelé pour éradiquer la faim en Afrique d'ici à 2025». Faisant le constat que la faim dans le monde avait constamment diminué en termes absolus pendant cinq années consécutives, les débats étaient alors marqués par un sentiment d'espoir et de foi en l'avenir.

En 2014, les chefs d'État et de gouvernement africains ont adopté la Déclaration de Malabo, qui établit la feuille de route pour faire de la transformation agricole la voie expresse menant à l'éradication de la faim. Cette déclaration garantissait une responsabilité mutuelle des résultats par l'intermédiaire d'un examen semestriel et l'établissement de rapports.

Cette année, toutefois, la donne a changé: le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a dépassé les 815 millions en 2016, comme l'a révélé le rapport de la FAO intitulé *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017* et nous risquons de voir s'effondrer 10 années de progrès dans ce domaine. Ce récent revirement à la hausse s'explique par divers facteurs, notamment une intensification des conflits prolongés, les impacts conséquents du phénomène météorologique El Niño, les mauvaises conditions climatiques, et des tendances migratoires volatiles conjuguées à des tensions concernant les terres et les ressources en eau.

Dans ce contexte, la CUA, le Gouvernement éthiopien et la FAO ont décidé de se réunir à nouveau en 2018 en marge de la 30^e Séance ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et gouvernement de l'Union africaine (UA). Son objectif est de renouveler le partenariat mondial et de recentrer le Défi Faim zéro en Afrique.

Au cours de la réunion, nous nous sommes joints à des dirigeants politiques de haut niveau, notamment le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres; le Président de l'UA et de la République de Guinée, Alpha Condé; le Premier ministre de l'Éthiopie, Hailemariam Desalegn; les anciens présidents du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva (par message vidéo) et

du Nigéria, Olusegun Obasanjo; ainsi que d'autres, pour examiner et identifier les domaines de réussites ainsi que les effets dissuasifs qui doivent être abordés dans le contexte de la Déclaration de Malabo et son engagement 3: «Éradication de la faim d'ici 2025». Nous avons également discuté pour savoir si cet objectif pouvait être intégré au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et notamment à l'Objectif de développement durable 2.

Cette réunion a activement contribué à rappeler que l'engagement politique et la prise d'actions opportunes sont essentiels si l'on veut renverser la tendance et éviter que la faim ne progresse à nouveau. Nous avons notamment proposé des interventions politiques et économiques pour la prévention et la résolution des conflits, afin de garantir que les systèmes de développement agricole mondiaux et régionaux aident à résoudre le problème de l'insécurité alimentaire de l'Afrique.

Poursuivant cet élan positif, la CUA, la FAO et leurs partenaires de développement sont engagés à continuer de réunir autour de la table décideurs politiques, groupes de défense, donateurs et organismes de recherche du monde entier dans le but d'intensifier la lutte contre la faim en Afrique.

Nous nous sommes également engagés à partager les idées et les meilleures pratiques de nos distingués invités avec un public plus vaste. Dans cet esprit, la présente publication a pour but de fournir à nos partenaires les réflexions critiques et les expériences de dirigeants, d'universitaires et d'experts de premier plan sur les politiques et stratégies qui contribuent le mieux à éradiquer la faim en Afrique.

Vous trouverez également le communiqué publié suite à la réunion, dans lequel nous nous sommes engagés à prendre des mesures et des actions concrètes pour atteindre l'objectif Faim zéro en Afrique de notre vivant.



**Josefa Leonel
Correia Sacko**

*Commissaire de l'Union africaine en charge
de l'économie rurale et de l'agriculture*



**José Graziano
da Silva**

*Directeur général de l'Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation et l'agriculture*

DOCUMENT DE RÉFLEXION

Malgré les progrès réalisés au cours de ces dernières décennies, environ 767 millions d'habitants dans le monde continuent de vivre dans un état d'extrême pauvreté, et la moitié d'entre eux se trouvent en Afrique subsaharienne.

La majorité des personnes pauvres et qui souffrent de la faim vivent en zones rurales et dépendent de l'agriculture pour leur survie. Toutefois, leurs moyens de subsistance sont souvent restreints par un accès limité aux ressources, aux services, aux technologies, aux marchés et aux opportunités économiques, ce qui diminue leur productivité et leurs revenus. La croissance démographique rapide, l'augmentation des conflits, l'insécurité civile et le changement climatique exacerbent la situation, sachant que les personnes pauvres sont toujours les plus vulnérables.

En 2013, l'Union africaine a organisé une réunion de haut niveau sur le renouvellement du partenariat pour une approche unifiée d'élimination de la faim en Afrique et a signé une déclaration pour éradiquer la faim sur le continent d'ici 2025, pour garder l'élan créé par le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Le résultat de cette réunion a été le prélude à la Déclaration de Malabo de 2014 sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture africaine pour une prospérité partagée et une amélioration des moyens d'existence. Entre autres choses, cette Déclaration a pris l'engagement d'éliminer la faim et la malnutrition d'ici 2025 et de faire preuve de responsabilité mutuelle dans les actions, au moyen d'un processus semestriel et d'établissement de rapports.

Le rapport inaugural semestriel révèle que l'engagement 3, «Éliminer la faim d'ici 2025», n'est pas en voie d'être réalisé, avec un score de 1.62 comparé à un indice de référence de 3.17 en 2017. Le rapport va dans le sens de la publication de l'ONU, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017*, qui reconnaît que malgré un déclin prolongé, la faim dans le monde est à nouveau en train d'augmenter. Il souligne aussi que cette tendance est étroitement liée à l'augmentation des conflits en Afrique, qu'elle est exacerbée par les chocs liés au climat, à la sécheresse et à d'autres facteurs qui menacent de réduire la productivité agricole et le bétail sur le continent africain. Les signes montrant que l'Afrique doit impérativement accroître ses efforts et trouver de nouveaux moyens avec ses partenaires pour réaliser l'ambition d'éliminer la faim en Afrique sont tout à fait clairs.

L'engagement d'éradiquer la faim a été renforcé par l'adoption de l'Agenda 2063 pour l'Afrique et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 assorti de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD). En particulier l'ODD 2 vise à «éliminer la faim, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.» Plusieurs pays d'Afrique, ainsi que leurs entités économiques régionales, ont réalisé des progrès considérables dans l'alignement de leurs politiques agricoles et autres, des programmes et des investissements liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, sur l'objectif de Faim zéro de la Déclaration de Malabo datant de 2014 et l'ODD 2.

Malgré tout, le continent est confronté à des défis considérables dans l'atteinte de ces objectifs, avec des rendements agricoles faibles, le changement climatique et la dégradation de l'environnement, ainsi que le chômage élevé des jeunes. Les estimations récentes sur la sécurité alimentaire et la nutrition révèlent que la prévalence de la sous-alimentation en Afrique subsaharienne est passée de 20,8 pour cent en 2015 à 22,7 pour cent en 2016. En termes concrets, cela signifie que 224 millions de personnes sont sous-alimentées, contre 200 millions en 2015.

L'éradication de la faim est un impératif à la fois moral et économique. Grâce à des efforts stratégiques concertés, c'est un rêve possible à réaliser d'ici 2030. Il est par conséquent important de maintenir l'élan et de redoubler les efforts actuels dans un mouvement coordonné, intégré et aligné pour améliorer la sécurité alimentaire et juguler la malnutrition.

Renouveler l'appel à l'action

Les principaux défis à la réalisation des ODD comprennent la résolution de l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation en Afrique. Pour y parvenir, il faudra:

- Une augmentation des investissements dans l'agriculture et un accroissement de la productivité agricole, notamment par l'intermédiaire de taux supérieurs d'irrigation, de technologies et de valeur ajoutée.

- Les engagements pris par le Protocole de Maputo de consacrer 10 pour cent des budgets nationaux à l'agriculture et aux politiques de développement rural devraient motiver la réalisation de cet objectif.
- Renforcer la résilience vis-à-vis des chocs, notamment en s'adaptant aux effets du changement climatique, en consolidant les mécanismes de réponse institutionnels et le développement soutenu et durable permettra aux pays de juguler les catastrophes et de répondre à l'insécurité alimentaire de manière plus efficace.
- Le suivi correct des objectifs a des exigences énormes en termes de données, et les analyses révèlent des lacunes importantes dans la disponibilité et le partage des données. Il faut de toute urgence investir davantage dans la production et la dissémination de données fiables à tous les niveaux pour permettre le suivi et la communication de rapports efficaces.
- Un besoin d'harmonisation de la gouvernance en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est nécessaire en exploitant les efforts de coordination entre tous les secteurs et tous les acteurs du continent.

1 De gauche à droite: Josefa Leonel Correia Sacko, Commissaire de l'Union africaine pour l'économie rurale et l'agriculture; Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République fédérale du Nigéria; Hailemariam Desalegn, Premier ministre de la République démocratique fédérale d'Éthiopie; Alpha Condé, Président de l'Union africaine et Président de la République de Guinée; et António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies. **2** De gauche à droite: Josefa Leonel Correia Sacko; Olusegun Obasanjo, Président de la République fédérale du Nigéria. **3** Gilbert F. Hounbo, Président de l'IFAD. **4** De gauche à droite: Alpha Condé; et António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies. **5** De gauche à droite: Patrick Kormawa, SRC-SFE; Ngozi Okonjo-Iweala, ancien Ministre des finances, République fédérale du Nigéria; José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO et Eyasu Abraha Alle, Ministre de l'agriculture et du développement des ressources naturelles, Éthiopie.

©FAO/P. Wiggers



1. SÉANCE D'OUVERTURE



Alpha Condé

*Président de l'Union africaine
et Président de la République de Guinée*

C'est un grand honneur pour moi d'être ici aujourd'hui. En parcourant l'assistance et en notant la présence de dirigeants internationaux de premier plan, je réalise combien la question qui nous occupe est grave. Je commencerai donc par tous vous saluer et vous remercier de l'importance que vous attachez à cette réunion. Au nom des chefs d'État et de gouvernement africains, je rends sincèrement hommage au Premier ministre et au Gouvernement de la République démocratique fédérale d'Éthiopie ainsi qu'à la direction de la Commission de l'Union africaine pour leur organisation et accueil. Je vous salue également M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, pour votre passion et détermination à galvaniser

les efforts engagés dans l'atteinte de l'objectif de Faim zéro en Afrique, le continent le plus affligé par la faim.

La question qui nous a menés à nous rassembler dans cette salle aujourd'hui ne peut pas être remise à plus tard. L'insécurité alimentaire et la carence en micronutriments - également connue sous le nom de «faim cachée» - ravagent silencieusement notre continent depuis trop longtemps. Négliger cette impasse qui menace une proportion considérable de notre population, et qui laisse un grand nombre incapable d'accéder à l'éducation, la connaissance et de jouir d'une vie productive, est en contradiction avec nos aspirations déclarées de développement

pour notre continent. L'Agenda 2063 et la position africaine commune du Programme de développement après 2015 constituent la priorité de notre vision commune.

Nous savons tous que les investissements dans une agriculture durable et un développement des ressources animales se situent au cœur de la sécurité alimentaire, de l'amélioration du bien-être et de la prospérité d'une nation. Ceci explique que depuis près de 15 années, nous plaidons et exhortons les États membres à aligner leurs plans de développement et d'éradication de la pauvreté à l'un de nos programmes phares: le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Je suis ravi de noter que 44 États membres sont en train de mettre en œuvre leurs Plans nationaux d'investissement agricole qui sont renseignés par les principes et par les recommandations de mise en œuvre du PDDAA. Malgré tout, les progrès réalisés sont loin des objectifs souhaités, et cela a donné lieu à la Déclaration de Malabo de 2014 sur une croissance et une transformation accélérées de l'agriculture.

On me fait savoir que des mesures ont été prises et que des plans ont été mis en œuvre pour passer à l'action sur le plan

national, régional et continental, afin de parvenir aux résultats et aux impacts souhaités. Si c'est le cas, nos États membres doivent utiliser pleinement le soutien et les opportunités qui leur sont offerts pour soutenir la mise en œuvre de leurs plans en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et de nutrition. Le devoir essentiel des gouvernements qui veulent sortir leur population de la pauvreté est de faciliter un environnement d'apprentissage et d'innovation, de création d'entreprises et d'investissement, d'assurance et de protection de la paix et de la sécurité.

L'arrêt des conflits, la prévention de leur généralisation (comme c'est le cas actuellement en Afrique de l'Est, en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest), alors que d'autres nations ont à cœur de soutenir le développement et de réduire le chômage, ne doit pas être une question secondaire. Il ne fait aucun doute que la paix et la tranquillité fournissent des règles du jeu équitables: lorsqu'un match se joue sur un terrain cabossé ou glissant, ce n'est jamais très agréable et c'est potentiellement dangereux!

L'insécurité alimentaire et la malnutrition, tout comme l'injustice, produisent du mécontentement et des conflits, ce qui

perpétue le cercle vicieux. En tentant de résoudre les conflits, nous oublions parfois qu'à leur source se trouvent la pauvreté et la faim. Comme dit l'adage: «un homme affamé est un homme en colère». N'oubliez pas que pour rendre une arme à double tranchant inoffensive, il faut l'émousser des deux côtés. Par conséquent, le souci principal de nos gouvernements et de notre union devrait être ce double fardeau interdépendant et de trouver une solution pour débarrasser au plus vite le continent de ces menaces. Il a d'ores et déjà été décidé que l'année 2025 serait celle où nous déclarerons que la faim ne représente plus un problème sur notre continent. Comment donc allons-nous parvenir à cet objectif?

Je me dois de déclarer en premier lieu que nous, dirigeants, gouvernements et sociétés, avons des rôles à jouer. Et pour que tout le monde puisse jouer efficacement son rôle, nous devons fournir et utiliser toutes les opportunités et les mécanismes de soutien. Nous devons aussi nous compléter mutuellement. La lutte contre une menace commune ne peut aboutir que par le biais d'efforts concertés. Cela exigera des postes de commandement centraux. Je veux dire par là que nous devons mettre en place des centres adéquats de coordination et d'harmonisation tout en soutenant en continu les opérations qui ont lieu à chaque niveau ou point périphérique de façon à garantir que de la nourriture de qualité est disponible, qu'elle est accessible et abordable par tous. Je recommande donc

fortement que la Commission de l'Union africaine et le NEPAD créent un centre commun qui agisse comme la tour de contrôle d'un aéroport. Ce centre devra être suffisamment outillé pour épauler les pays dans leurs opérations d'éradication de la faim et de la malnutrition.

Par ailleurs, nos Communautés économiques régionales (CER) devront employer et renforcer les capacités techniques consacrées à la planification, la coordination, la facilitation et le soutien de leurs États membres dans leurs efforts d'éliminer la faim. Ensuite, les agences de sécurité alimentaire basées à Rome doivent trouver un terrain d'entente et des mécanismes communs pour travailler ensemble plutôt que de se faire concurrence sur le plan national, de manière à harmoniser et simplifier le soutien des installations et des capacités ayant trait à la sécurité alimentaire. Il est clair que nous ne pouvons pas laisser des efforts fragmentés et décousus se propager: ils ne font que contrarier nos plans nationaux, continentaux et régionaux.

Je souhaite conclure en vous faisant part de la question qui me tarade: pourquoi faut-il autant de temps pour voir les résultats de nos décisions sur l'accélération du commerce intérieur africain des produits agricoles et des denrées alimentaires? Nous devons changer de voie, laisser la rhétorique des lamentations sur les énormes déficits du commerce extérieur pour passer à la question sérieuse de

garder notre argent sur le continent tout en attirant davantage de capitaux de l'extérieur. Il n'est pas juste que nous devions déverser nos maigres ressources vers l'étranger plutôt que de les consacrer à ce que nous pourrions produire localement.

Par conséquent, j'appelle toutes les CER à mobiliser les ressources, à employer des cadres et à créer des activités pour mettre en place les marchés communs dont on parle tant, au sein desquels le travail des producteurs de denrées alimentaires sera facilité pour pouvoir opérer selon le principe gagnant-gagnant. Nous devons aussi travailler pour garantir le développement de nos systèmes alimentaires et filières

et leur durabilité. Il nous faut également investir dans des systèmes de stockage et de distribution alimentaire par l'intermédiaire de partenariat public-privé. Si nous sommes véritablement décidés à réaliser notre ambition de créer une Afrique prospère d'ici 2063, nous devons investir nos recettes fiscales et l'argent de nos ressources naturelles dans ces infrastructures. Les dépenses colossales issues de nos revenus durement gagnés et de notre pétrole, de nos mines et d'autres ressources naturelles épuisables qui sont consacrées aux armements et aux armées sont de toute évidence contre-productives et la cause du piège de la pauvreté. Tirons les leçons de l'expérience du Japon d'il y a 60 ans. ■



Hailemariam Desalegn

Premier ministre, République démocratique fédérale d'Éthiopie

C'est pour moi un immense plaisir de pouvoir partager avec vous les expériences de l'Éthiopie dans sa détermination d'éliminer la faim.

Les chefs d'État africains se sont engagés depuis longtemps à réduire la pauvreté et la faim en Afrique, en utilisant les mécanismes nationaux, notamment dans le cadre de notre accord collectif de travailler à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Au moyen du nouveau partenariat de l'Union africaine pour le développement de l'Afrique (NEPAD/UA) dirigé par le défunt Premier ministre Meles Zenawi, les chefs d'État africains ont revisité le bilan des OMD, notamment l'Objectif 1 qui établissait des cibles pour réduire de moitié les niveaux de pauvreté et de faim de l'an 2000. Les inquiétudes concernant l'atteinte de ces cibles ont mené à la Déclaration de Maputo en 2003, qui à son tour a donné lieu au Programme

détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Le bilan réalisé grâce à ce programme indique que notre élan pour éradiquer la faim de notre continent a besoin d'efforts et d'engagements supplémentaires.

Nous avons réexaminé cela dans notre Déclaration de Malabo en 2014 ainsi que dans notre Agenda 2063 d'Addis-Abeba pour une Afrique intégrée, prospère et pacifiée. Nous avons également continué de travailler à la réalisation de nos engagements en convenant de concrétiser les ODD, notamment la Faim zéro.

Malgré tout, plusieurs études indiquent qu'il reste beaucoup à faire pour garantir que l'objectif d'éradication de la faim d'ici 2025 soit accompli. La réduction de la pauvreté et l'élimination de la faim n'ont jamais été des questions de choix pour le gouvernement et les peuples d'Éthiopie. La faim et la pauvreté sont nos ennemis de première ligne. Reconnaisant cela, le Gouvernement

d'Éthiopie s'est lancé dans une agriculture autochtone et dans la formulation et la mise en œuvre de politiques et de stratégies sectorielles associées depuis le lancement du premier Programme quinquennal de développement durable et de réduction de la pauvreté (SDPRP).

Le gouvernement a également accepté et mis en œuvre des initiatives continentales et internationales comme le PDDAA et les OMD afin de s'engager résolument dans les domaines de réduction de la pauvreté et d'élimination de la faim. En attachant de l'importance à de telles initiatives, le gouvernement a également révisé ses politiques et stratégies.

Notamment, au cours du deuxième plan quinquennal de réduction de la pauvreté, connu sous le nom de Plan en faveur d'un développement accéléré et durable pour éliminer la pauvreté (PASDEP), le gouvernement a révisé ses politiques et stratégies et a ajusté ces initiatives pour engager des ressources comme indiqué dans les cibles du PDDAA.

Des révisions et engagements analogues ont été effectués durant les périodes du premier et du second Plan de croissance et de transformation. Et de fait, le gouvernement a cueilli les fruits de ses efforts et engagements planifiés.

L'élimination de la faim d'ici 2025 fait partie des sept domaines d'engagement convenus au cours de la Déclaration de Malabo de 2014. Cet engagement

comprend des domaines d'action de doublement de la productivité, de réduction des pertes après récoltes de moitié, d'intégration des augmentations de productivité agricole à des initiatives de protection sociale, et d'élimination de la sous-alimentation. Pour pouvoir réaliser tout cela, il est nécessaire d'adopter une approche multisectorielle intégrée.

Bien sûr, l'agriculture et les secteurs connexes ont été chargés de la lourde tâche consistant à diriger les efforts nationaux pour honorer cet engagement. En Éthiopie, suite aux efforts des gouvernements fédéraux et régionaux, l'agriculture a enregistré un fort taux de croissance positif en continu, même pendant les catastrophes naturelles dues aux phénomènes El Niño en 2015.

En moyenne, l'agriculture et les secteurs affiliés en Éthiopie ont affiché un taux de croissance annuelle de 10 pour cent au cours des 15 dernières années. Le taux de pauvreté nationale a été réduit en partant de la base des OMD de 44 pour cent à 23 pour cent. Le taux de sous-alimentation a été réduit de 74,8 pour cent à 30,5 pour cent entre le début des années 1990 et l'année 2015, ce qui a valu au Gouvernement d'Éthiopie une récompense de la FAO en 2015.

Tout ceci indique notre détermination et nos efforts continus d'éliminer la faim et réduire la pauvreté, comme le reconnaissent nos partenaires de développement. Les initiatives des chefs d'État africains

ont joué un rôle important dans l'examen de nos politiques, de nos stratégies, et nos dispositifs institutionnels ainsi que dans nos engagements de consacrer des ressources à l'agriculture et aux secteurs connexes. Nous avons consacré plus de 10 pour cent de notre budget fédéral à l'agriculture et aux secteurs connexes, ce qui dépasse la cible du PDDAA.

À ce titre, je souhaite expliquer plus longuement comment nous avons utilisé l'initiative du PDDAA pour garantir la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et garder le cap pour réaliser l'objectif d'éradiquer la faim d'ici 2025. Comme je l'ai indiqué plus haut, l'éradication de la faim exige une approche multisectorielle et intégrée. Cependant, l'agriculture et les secteurs connexes se sont vus accorder un rôle prépondérant. Jusqu'à présent, nos engagements en matière de recherche, de vulgarisation, de politiques de développement, de stratégie et de dispositifs institutionnels ont été essentiels dans l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté et élimination de la faim.

Dans le cadre de l'évaluation des OMD/ de l'étude éthiopienne du PDDAA, nous avons examiné notre approche de vulgarisation et nous avons attribué des ressources énormes pour former et déployer des milliers d'agents de vulgarisation agricole dans tout le pays. Nous avons également lancé une approche de vulgarisation par noyau d'activités de commercialisation agricole qui va permettre

l'introduction de la mécanisation agricole et de services des machines agricoles.

Cette approche par noyau d'activités, qui tire parti de sa taille pour fournir de tels services, accélère également nos efforts de réduction des pertes après récoltes.

Nos agriculteurs deviennent également bénéficiaires d'installations informatiques, pour profiter pleinement de l'amélioration des services de vulgarisation agricole de la production à la mise sur le marché jusqu'aux pôles commerciaux. Ceci nous a aidés à augmenter la production et la productivité dans les cultures agricoles. Par ailleurs, nous avons pris des mesures pour renforcer les coopératives agricoles en ce qui concerne le marketing, les crédits et les épargnes, ainsi que les mobilisations de capitaux agricoles.

L'Éthiopie a réussi à augmenter la productivité moyenne de ses récoltes céréalières de 15,7 quintaux par hectare à 23 quintaux par hectare depuis le lancement du PDDAA Éthiopie.

Au cours de la même période, la production de cultures par les petits exploitants durant la saison principale a augmenté de 180,8 millions de quintaux à 290 millions de quintaux.

Sur le plan national, nous avons réalisé un état d'autosuffisance alimentaire basée sur une mesure de production d'équivalents-céréales par habitant. Les gains de productivité et de production réalisés dans le sous-secteur des cultures ont été rendus possibles en partie grâce aux efforts réalisés dans le renforcement de notre système de recherche agronomique nationale. Grâce au système de recherche, le rôle de la biotechnologie

a été amélioré dans la production de différentes matières premières et de divers produits consommables. Les efforts nationaux agricoles ont été dirigés par un institut ayant à sa barre le Conseil de recherche agricole d'Éthiopie.

Malgré tout, même si nous avons proclamé avoir atteint l'autosuffisance alimentaire sur le plan national, nous luttons toujours pour garantir la sécurité alimentaire. Évidemment, garantir la sécurité alimentaire et éliminer la faim n'est pas seulement une fonction de production, mais dépend également du pouvoir d'achat à l'échelle nationale et des ménages, des droits vis-à-vis des ressources économiques productives et des infrastructures de développement. Ces dernières années, nous sommes parvenus à surmonter les défis de sécurité alimentaire en augmentant notre pouvoir d'achat. C'est ce que mon gouvernement a fait pendant les incidents liés au phénomène El Niño en 2015. Au moment où la production a été le plus touchée, le pays est parvenu à affecter plus de 18 millions d'ETB pour acheter des céréales de l'étranger. Ceci a également été reconnu par nos amis et partenaires du développement.

Des milliers d'hommes et de femmes vivant dans des zones touchées par les catastrophes ont bénéficié de programmes «Filet de sécurité productif» qui font désormais partie de nos instruments de mise en œuvre de notre Nouvelle politique de protection sociale. Grâce à nos partenaires du

développement, aux études réalisées suite à l'initiative PDDAA de Maputo de 2003 et à la Déclaration de Malabo de 2014 (notamment la mise au point d'un Cadre de politique et d'investissement agricoles pour 10 ans (PIF)) nous avons pu réexaminer le rôle de notre sous-secteur du bétail dans la lutte contre la pauvreté et l'élimination de la faim.

Nous avons remarqué qu'il existait un problème de dispositif institutionnel dans ce sous-secteur. Mon gouvernement a pris des mesures rapides pour régler ce problème. Suite à l'étude du PDDAA et au PIF, le secteur du bétail s'est vu accorder un portefeuille ministériel. Aujourd'hui, nous avons deux ministères majeurs dans le secteur agricole: le Ministère du bétail et de la pêche et le Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles. Ces deux ministères partagent la responsabilité des programmes d'éradication de la faim.

Le Gouvernement éthiopien réalise que l'élimination de la faim d'ici 2025 va exiger un travail intensif qui va au-delà des attributions ministérielles ayant trait aux cultures agricoles, aux ressources naturelles, au bétail et à la pêche. Les efforts déployés par d'autres ministères chargés de réduire la pauvreté et d'éliminer la faim, comme le Ministère de l'eau, de l'énergie et de l'irrigation, des entreprises publiques, de l'éducation, du commerce, de l'industrie et de la santé, sont également centraux dans la réalisation de l'objectif d'éradiquer la faim.

La pauvreté et la faim dans les économies basées sur l'agriculture ne peuvent pas être résolues en restant dépendants de l'eau de pluie. Les ministères du secteur responsable de la promotion de l'agriculture d'irrigation doivent être conseillés pour prendre des mesures visant à élargir les infrastructures d'irrigation à petite, moyenne et grande échelle. Depuis le lancement du PDDAA, nous sommes parvenus à augmenter la couverture de l'agriculture irriguée d'un demi-million à deux millions d'hectares. Les terres dénudées qui ont été réhabilitées et couvertes avec des arbres à usages multiples ont augmenté de 6,1 millions à 16,2 millions d'hectares.

Nous avons également affecté des ressources à l'expansion et à l'amélioration des infrastructures économiques et sociales dans les zones agricoles rurales. Les routes rurales en sont un exemple: au cours du premier plan de croissance et de transformation, la proportion de kebeles ruraux connectés à des routes praticables par tous les temps est passée de 39 pour cent à 76 pour cent; le temps moyen exigé pour atteindre les routes praticables par tous les temps a baissé de 3,7 heures à 1,7 heure; et la proportion de kebeles ruraux à avoir accès à des services de télécommunications dans un rayon de 5 km a augmenté de 62,1 pour cent à 97 pour cent.

Nous faisons appel à nos entreprises publiques pour élargir la fourniture de mécanisation agricole et de services

de machines agricoles. Nos agences de facilitation du commerce travaillent sans relâche pour augmenter les revenus du commerce extérieur. Nous nous engageons vis-à-vis de la promotion du commerce régional à la fois en termes d'intrants et d'extrants agricoles. Nous avons réalisé des progrès en devenant des acteurs actifs du commerce des semences en Afrique de l'Est.

Les ministères du secteur agricole travaillent également étroitement avec le Ministère de la santé pour garantir la construction d'un pays qui connaît la sécurité alimentaire, mais aussi la sécurité nutritionnelle. Une Initiative nationale agricole sensible à la nutrition a été préparée et lancée, et depuis le début du PDDAA de Maputo 2003, la prévalence des retards de croissance parmi les enfants âgés de six mois à 59 mois a été réduite de 58 pour cent à 38 pour cent.

Les politiques et stratégies destinées à créer et promouvoir l'utilisation de parcs agro-industriels deviennent exemplaires de par leur contenu. Les industries agroalimentaires qui sont regroupées dans des parcs peuvent non seulement utiliser des matières premières pour produire des marchandises agricoles à valeur ajoutée, mais elles servent également de base de construction de notre économie industrielle. Tout cela est réalisé en étant conscient de nos responsabilités de soutenir et de faciliter la création d'emplois pour le nombre croissant de jeunes au chômage

dans les zones rurales et urbaines. Pour soutenir et faciliter la création d'emplois dans les zones agricoles rurales, mon gouvernement a récemment préparé et lancé la Stratégie de création d'emplois.

Les quelques points que j'ai abordés ne donnent qu'un aperçu global de ce que nous faisons pour éradiquer la faim et, de manière plus générale, les ODD sur la Faim zéro. La réduction de la pauvreté et la garantie de la sécurité alimentaire sont des défis relativement faibles comparés à l'éradication de la faim sous toutes ses formes, y compris l'élimination de la malnutrition et la promotion d'une agriculture durable.

Mon gouvernement a fait de l'élimination de la faim une urgence. Nous travaillons à son élimination avant la cible de 2025. Le soutien que nous avons reçu jusqu'ici et que nous attendons à recevoir à l'avenir de la part de nos partenaires du développement aura été crucial à cette fin. À ce titre, nous tenons à saluer le soutien de toutes les agences multilatérales, bilatérales et onusiennes. Nous apprécions également le rôle de chef de file de l'Union africaine.

L'une des raisons clés d'utiliser l'agriculture en tant que secteur porteur des changements pour éliminer la faim, voire réaliser des progrès dans toute l'économie, est la capacité de formuler des politiques et des stratégies autochtones. Les politiques et stratégies autochtones en Éthiopie ont non seulement été un moyen

de garantir l'indépendance politique dans le choix des décisions, mais ont aussi été basées sur le principe de ce que nous nommons «un pied sur le terrain».

Ce principe est l'un des cinq fondamentaux de la formulation de politiques et stratégies agricoles de l'Éthiopie. Il préconise que nous, Africains, devons prendre en compte la connaissance, la sagesse et les pratiques autochtones tout en travaillant pour développer des technologies et des connaissances agricoles modernes et améliorées. Nous avons utilisé ce principe de manière efficace pour que notre agriculture enregistre un taux de croissance continuellement élevé. Nous l'utiliserons aussi pour garantir que nous parvenons à l'objectif d'élimination de la faim. Je vous suggère, chers collègues experts et chefs d'État, de maximiser également nos connaissances et sagesse autochtones africaines pour formuler nos politiques et stratégies et réaliser cet objectif. Mon gouvernement n'hésitera pas à partager ses expériences en matière de politiques autochtones.

Il est important de soulever certains des problèmes et défis que nous avons rencontrés. Il reste des problèmes dans divers domaines d'engagement vis-à-vis de l'initiative d'élimination de la faim. L'un des principaux défis est de garantir le lien et la coordination des différents acteurs et institutions. Nos efforts de création d'emplois et de garantie de la sécurité alimentaire par l'intermédiaire d'une

amélioration des revenus dans les secteurs du textile, du cuir et de ses produits, de l'horticulture, de la viande et des produits laitiers sont partiellement bloqués par des relations et des systèmes de coordination faibles et inefficaces. Nous sommes en train de prendre des mesures pour y remédier.

La solution exige en partie le renforcement et l'amélioration des capacités et des compétences. Les stratégies basées sur les ressources doivent s'adapter à l'utilisation efficiente et efficace des ressources humaines et non humaines disponibles par l'intermédiaire de création de capacités pragmatiques. Tout cela peut être effectué si le soutien des partenaires de développement est augmenté pour créer des programmes de développement durable et des institutions opérationnelles qui surmontent les problèmes associés aux projets éphémères.

Tout en appréciant le soutien multiforme des partenaires du développement, nous devons établir la capacité de créer des

politiques et des stratégies de l'intérieur. Nous Africains, devons de plus en plus exercer notre liberté de créer des politiques et des stratégies qui vont nous permettre de réaliser les différents objectifs fixés par l'Agenda 2063, par l'initiative PDDAA de Maputo, et par la Déclaration de Malabo ainsi que dans les ODD, notamment les objectifs concernant l'élimination de la pauvreté et la Faim zéro d'ici 2030.

Je terminerai en disant que les pressions externes sous la forme de conditionnalité de l'aide ne doivent pas nous décourager de faire des choix pour notre destinée. Nous devons tenir compte de la conditionnalité politique et nous sommes tout à fait favorables à une évaluation si les preuves sont en harmonie avec nos convictions et valeurs. Ce n'est qu'en prenant ce parti que nous parviendrons à réaliser la cible d'élimination de la faim ainsi que de nombreux autres objectifs de développement. J'ai l'intime conviction que nous travaillons tous dans cette direction. ■



António Guterres

Secrétaire général des Nations Unies

Après une période de déclin prolongé, la faim dans le monde est en augmentation. L'Afrique présente les taux de faim les plus élevés du monde et ces chiffres sont en train de progresser. La productivité agricole et de bétail en Afrique est menacée. Ceci est partiellement dû aux conflits et au changement climatique.

La faim, l'insécurité alimentaire et la pauvreté sont étroitement liées. Une croissance agricole durable et inclusive est essentielle pour réaliser à la fois l'ODD 1 concernant la pauvreté et l'ODD 2 concernant la faim. Cette croissance influence également de nombreux autres objectifs. Cela signifie qu'il faut adopter des politiques nationales agricoles et des plans d'investissement centrés non seulement sur le développement du secteur agricole, mais également sur la pauvreté, la faim et la résilience face au changement climatique.

Les chocs climatiques, la dégradation environnementale, l'effondrement du prix des cultures et du bétail ainsi que les conflits sont tous interconnectés. L'adaptation au changement climatique devra être encouragée comme partie intégrante de la prévention des conflits, en donnant une attention particulière à l'agriculture durable et aux moyens d'existence basés sur le pastoralisme et le semi-pastoralisme.

Il est important de souligner que la majorité des personnes sous-alimentées en Afrique vivent dans des pays qui sont touchés par des conflits armés. Par ailleurs, la faim est pratiquement deux fois plus élevée dans les pays touchés par les conflits qui connaissent une crise prolongée. Un engagement plus fort de la part des gouvernements, de l'Union africaine et des Nations unies est nécessaire pour encourager la paix, les droits humains et le

développement durable également comme un instrument pour lutter contre la faim.

Dans les cas de conflits et de crises prolongées, nous devons aider les populations qui sont les plus vulnérables face à la faim et la malnutrition et nous devons les soutenir pour qu'elles puissent construire des moyens d'existence plus résilients. Cela signifie qu'il faut créer des interventions de prévention pour rompre le lien entre l'insécurité alimentaire et les conflits, par exemple en protégeant les consommateurs et les producteurs des chocs de prix alimentaires au moyen de mesures de stabilisation des prix et d'interventions de protection sociale. Au fil du temps, en aidant les ménages vulnérables à mieux gérer les risques, la protection sociale pourra soutenir les investissements des moyens d'existence ce qui augmentera la résilience future des populations face aux menaces et aux crises.

Pour bâtir et maintenir la paix tout en nous attaquant à la faim et à la pauvreté, nous avons besoin d'approches communautaires, qui forgent une cohésion sociale. Nous avons aussi besoin de la capacité des institutions et des acteurs locaux. L'amélioration de la gouvernance pour fournir des services équitables est essentielle.

Une protection sociale est nécessaire pour compléter les efforts de développement. Il faut aider les pauvres à sortir du piège de la pauvreté et leur donner les outils pour qu'ils n'y retombent pas.

L'égalité entre hommes et femmes est également essentielle et aidera à accélérer les progrès pour réaliser la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les femmes représentent 60 pour cent de la main-d'œuvre agricole dans certaines parties d'Afrique et elles font des contributions essentielles à la production, à la transformation et à la commercialisation des denrées alimentaires. L'amélioration du statut économique et social des femmes au sein de leur ménage et de leurs communautés a un impact direct sur la sécurité alimentaire et sur la nutrition, en particulier celle des enfants.

Bien que la plus grande partie des efforts des partenaires du développement soit centrée sur la création de politiques et de programmes de développement, une attention trop faible est accordée à la mobilisation des ressources ou à l'investissement dans la mise en œuvre et le renforcement des capacités.

Il est important que la coopération internationale fonctionne dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba, et que les pays développés remplissent non seulement leurs cibles d'assistance au développement officiel, mais qu'ils fournissent aussi des niveaux adéquats de ressources pour l'agriculture durable.

Un grand nombre de pays d'Afrique voient leurs dépenses augmenter, mais seuls cinq pays ont atteint la cible de 10 pour cent fixée par le Programme

détaillé de développement de l'agriculture africaine. La plupart des plans nationaux d'investissement agricole ne sont pas pleinement mis en œuvre. Les gouvernements ainsi que les partenaires du développement doivent augmenter considérablement leur affectation des ressources et améliorer leurs cibles concernant les initiatives de lutte contre la faim et d'éradication de la pauvreté.

Les gouvernements doivent créer les conditions pour augmenter l'investissement de la part du secteur privé dans des entreprises qui peuvent générer des bénéfices pour les personnes démunies

et celles souffrant de l'insécurité alimentaire. L'inefficacité des marchés demeure un handicap essentiel pour les agriculteurs. Les infrastructures d'accès aux marchés locaux sont souvent absentes et l'intégration des marchés régionaux reste insuffisante.

Pour finir, tous les acteurs doivent faire preuve de responsabilité vis-à-vis de leurs engagements. Cela signifie qu'il faut produire et partager des données et des informations concernant les changements politiques et institutionnels, les affectations de ressources et les investissements, ainsi que sur les progrès réalisés par rapport à l'ODD 1 et l'ODD 2 et les objectifs et les cibles nationaux et régionaux connexes. ■

2. POLITIQUES DESTINÉES À ÉRADICUER LA FAIM EN AFRIQUE



José Graziano da Silva

Directeur général de la FAO

Je voudrais tout d'abord saluer la présence d'un nombre si élevé d'importantes personnalités et de bons amis, notamment le Président de l'Union africaine S. E. Alpha Condé, le Secrétaire général des Nations unies, M. António Guterres, le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki, le Premier ministre d'Éthiopie, S. E. Hailemariam Desalegn et les anciens présidents du Brésil, M. Lula da Silva et du Nigéria, M. Olusegun Obasanjo.

Je transmets également mes salutations à l'ancien Président du Ghana, M. John Kufuor, qui devait être présent parmi nous, mais qui n'a malheureusement pas pu venir. Nous lui souhaitons un prompt

rétablissement et nous espérons qu'il pourra se joindre à nous pour une autre occasion.

En juillet 2013, la FAO se trouvait ici à Addis-Abeba pour lancer le partenariat visant à éliminer la faim en Afrique d'ici 2025, aux côtés de l'UA et de l'Institut Lula. À l'époque, même si elle se trouvait à un niveau très élevé, la faim dans le monde était en déclin continu. Un grand nombre de pays, y compris des nations africaines, faisaient des progrès évidents dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En fait, la FAO récompensait 72 pays sur 129 (soit 56 pour cent des pays suivis par l'Organisation

dont 17 pays africains) pour avoir diminué de moitié au moins la faim d'ici 2015.

Mais suite à l'adoption du Programme de développement durable, qui a fixé l'objectif de Faim zéro pour 2030, plusieurs inquiétudes ont semblé ternir nos espoirs d'éradiquer la faim de notre vivant.

Le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde est reparti à la hausse en 2016, comme annoncé dans le rapport de la FAO de 2017 *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*. Ce document soulignait également que cette augmentation de la sous-alimentation, notamment en Afrique subsaharienne, était extrêmement préoccupante.

L'année 2016 a été particulièrement négative, toutefois, elle n'est pas représentative de la tendance positive constatée les années précédentes. L'intensification des conflits internes, des effets du changement climatique, et des ralentissements économiques nationaux a de toute évidence été le catalyseur essentiel à l'augmentation de l'insécurité alimentaire mondiale au cours de l'année dernière.

Je suis toutefois heureux d'annoncer que nous nous retrouvons dans une situation

nouvelle, prometteuse où l'optimisme a sa place. Premièrement, les efforts déployés pour la paix par le Secrétaire général des Nations unies sont remarquables, sachant que le maintien de la paix est une condition préalable au développement durable.

Deuxièmement, le Fonds vert de Copenhague pour le climat créé par l'Accord de Paris est d'ores et déjà opérationnel et il finance les pays les plus touchés par le changement climatique. Les bienfaits de ces investissements apparaîtront clairement dans les années à venir.

Et troisièmement, la scène économique mondiale semble montrer des signes de reprise, sachant que le Fonds monétaire international a relevé ses prévisions de croissance pour 2018 et 2019 à la fois pour les pays développés et ceux en voie de développement.

Comme je l'ai fait remarquer, il y a cinq ans nous étions ici pour lancer l'éradication de la faim sur ce continent d'ici 2025. Depuis, la communauté internationale s'est engagée à éliminer la faim partout dans le monde d'ici 2030.

Ce qui est clair, c'est que la réalisation de l'échéance de Faim zéro par l'Union africaine ou celle du Programme de développement durable va exiger à la fois un redoublement des efforts actuels et un élan d'engagements politiques et d'actions concrètes opportunes comme jamais vus auparavant. Ces actions doivent reconnaître l'interconnexion entre la nutrition, la sécurité alimentaire, le développement rural et l'agriculture durable, la biodiversité et le changement climatique. Il est également essentiel de renforcer la protection sociale, notamment dans les zones rurales, où la plupart des personnes pauvres habitent et où les systèmes de sécurité sociale sont généralement inexistantes.

Les investissements dans le développement agricole demeurent la façon la plus efficace de fournir des opportunités aux familles de générer des revenus et d'améliorer la nutrition en Afrique, comme cela a été dit et répété par mon ami Gilbert Houngbo, Président de l'IFAD. Le rapprochement des investissements productifs à des plans de protection sociale peut créer des cycles vertueux de développement local qui bénéficient aux plus vulnérables: les femmes, les enfants et les jeunes.

L'achat de denrées alimentaires locales auprès d'agriculteurs familiaux est un très bon exemple de politique sociale qui a

été mise en œuvre dans plusieurs pays, dans toutes les régions du monde. Il s'agit d'une approche très positive montrant comment nous pouvons créer un cercle vertueux d'achat et de consommation de denrées alimentaires locales.

En outre, les évaluations de sept programmes de transfert de liquidités en Afrique subsaharienne menées par la FAO et l'UNICEF ont constaté que ceux-ci génèrent un éventail large d'impacts sociaux, économiques et productifs parmi les petits exploitants familiaux pauvres. Et contrairement aux idées reçues, ces programmes n'encouragent pas la dépendance.

En travaillant ensemble, nous, gouvernements africains et internationaux, nous pouvons relever le Défi Faim zéro en Afrique. Et j'ajouterais que le Brésil est parvenu à sortir de la carte de la faim de la FAO grâce à une décennie d'action concertée, ce qui prouve qu'avec de la volonté politique, les choses peuvent changer rapidement.

Il est donc possible de renverser la tendance récente et de replacer le nombre de personnes sous-alimentées en Afrique sur une courbe descendante. La réalisation de la Faim zéro de notre vivant est encore possible. ■



Gilbert F. Houngbo

Président du Fonds international de développement agricole

Je vais peut-être commencer par une banalité, qui est que nous reconnaissons tous ici que l'éradication de la faim en Afrique ou ailleurs dans le monde n'est pas seulement un impératif moral, mais économique.

En examinant les différentes façons de parvenir à cet objectif, il est important pour nous d'examiner aussi la capacité de nos pays en Afrique à mettre en œuvre les politiques nécessaires qui fonctionnent de manière efficace. Notamment, ce n'est pas seulement l'augmentation de la production qui importe, mais la façon dont nous intégrons la perspective qualitative, par exemple la nutrition et le changement climatique, dans nos pratiques agricoles.

Je souhaite juste compléter l'argument présenté par mon collègue, Graziano, puis m'attarder sur un petit nombre de points spécifiques. Tout d'abord, rappelons certains chiffres, notamment que dans

la plupart de nos pays d'Afrique, les deux tiers de la population, si ce n'est plus, vivent en zone rurale. Nous savons également que les petits agriculteurs familiaux produisent 80 pour cent de la production agricole totale de l'Afrique. Ensuite, l'agriculture fournit 56 pour cent des emplois. Compte tenu de ces chiffres, il va s'avérer essentiel pour la plupart de nos pays de faire de l'agriculture, mais aussi de la transformation rurale l'élément central de nos stratégies de développement national. Ceci correspond à tout le défi de gouvernance dont le Directeur général a parlé.

Deuxièmement, nous sommes également d'accord que la technologie fait partie de la solution. Je ne veux pas trop revenir sur ce point. Plus nous utilisons la technologie non seulement pour la production, mais aussi pour les questions liées au climat, plus nous devons nous assurer que les ajustements des cadres politiques exigés

vont de pair avec le rythme de changements que nous constatons dans le domaine technologique. Sinon, nous disposerons d'un tas de solutions technologiques, mais d'aucun cadre politique adéquat sur le plan national ou régional.

Troisièmement, nous savons également d'après les statistiques de l'OIT, qu'annuellement environ 12 millions de jeunes Africains arrivent sur le marché du travail. Il est clair qu'il sera essentiel d'identifier des moyens d'encourager les jeunes à rester dans les zones rurales et à trouver du travail dans le domaine agricole, non seulement dans l'exploitation de fermes, mais aussi dans les activités non agricoles, si nous souhaitons obtenir les résultats que nous recherchons.

Quatrièmement, ce matin nous avons eu un événement très productif présidé par le Président Obasanjo, sur la participation des femmes en Afrique. Il est important de continuer à garantir que les femmes sont au centre de nos stratégies, en particulier concernant non seulement l'éradication de la pauvreté ou de la faim, mais aussi la nutrition.

Cinquièmement, la gestion des risques sera essentielle. Je ne souhaite pas trop élaborer à ce propos, mais il va s'avérer critique d'identifier les moyens de fournir une gestion des risques, de la production jusqu'à l'accès aux marchés, tout comme la gestion de l'intégralité des 40 pour cent de denrées alimentaires qui sont perdues ou gaspillées. C'est sur ces réflexions que je voudrais vous laisser. Juste avant de conclure, il me semble important de rappeler que tout comme au niveau mondial nous avons les ODD, en Afrique nous avons notre Agenda 2063. En particulier pour l'agriculture, nous avons le PDDAA. Sur le plan national, nous avons nos stratégies de développement national. Et il nous faut aussi reconnaître que de nombreux progrès ont été réalisés. Un grand nombre d'avancées positives ont eu lieu. Comment pouvons-nous rassembler toutes ces initiatives dans un partenariat plus performant, sur une meilleure plate-forme? L'optimisation de la synergie de ces différents partenariats va représenter un autre défi. Ce qui compte c'est que nous devons nous écarter des discours, des ambitions, des intentions, pour nous tourner vers plus d'actions concrètes sur le terrain. ■



Ngozi Okonjo-Iweala

Ancienne Ministre des finances, République fédérale du Nigéria, et ancienne Directrice générale de la Banque mondiale

Je souhaite simplement vous remercier de l'opportunité qui m'est faite de vous présenter l'une des solutions que le continent africain propose pour régler les problèmes liés à l'insécurité alimentaire et à la faim: la Capacité africaine de gestion des risques.

Nous avons entendu aujourd'hui que l'Afrique a déployé des efforts colossaux et qu'elle continue à le faire. Nous avons eu des exemples de la part du Premier ministre d'Éthiopie et de l'ancien Président du Nigéria. Des efforts fructueux sont consentis pour améliorer l'agriculture et réduire notre dépendance vis-à-vis des importations de denrées alimentaires, pour lesquelles notre continent dépense 34 milliards de dollars É.-U. par an pour importer des denrées que nous pouvons cultiver nous-mêmes et éliminer la faim. Il se passe beaucoup de choses sur le continent, vous l'avez tous entendu, mais il semble que nos efforts ne sont pas maintenus et que nous avons encore un long chemin à parcourir. Je dis

cela suite aux statistiques sur la faim que nous avons entendues de la part de la FAO et du Secrétaire général des Nations unies, qui a déclaré que l'Afrique présente les plus forts taux de faim dans le monde du fait des conflits et du changement climatique.

Les conflits et le changement climatique sont très importants, surtout le changement climatique, et je pense que nous n'en parlons pas suffisamment. Si vous regardez le rapport du Forum économique mondial qui vient d'être publié à Davos, vous verrez que les questions concernant les catastrophes naturelles, le changement climatique et les événements météorologiques extrêmes se situent au sommet de la liste des risques pour 2018 tels qu'identifiés par les plus grands dirigeants de sociétés du monde. Il est tout à fait remarquable que les risques environnementaux se situent au sommet de la liste cette année en termes de priorité et d'impact.

Le problème que j'ai, c'est que nous ne parlons pas suffisamment sur le continent de ces risques et de la manière de les gérer, alors qu'ils ont un impact considérable sur l'agriculture, la nutrition, et sur la faim. Ceci est la moins bonne nouvelle. Je pense que ce forum représente l'occasion de passer à la vitesse supérieure lorsque nous parlons de cette question.

La bonne nouvelle est que l'Afrique est en avance dans le sens où elle a proposé l'une des solutions à ce problème, mais la plupart des habitants du continent n'en savent rien. Ils ne savent pas qu'en 2012, l'Union africaine a créé une agence appelée la Capacité africaine de gestion des risques, dont la mission est d'aider les pays à préparer un plan en cas d'événements climatiques extrêmes et de catastrophes naturelles, et les aider à protéger la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Le principe était que lorsqu'un événement intervient, un pays ne serait plus obligé d'attendre les Nations Unies pour passer tous les appels, d'attendre que les donateurs puissent apporter de l'argent, d'attendre tout le temps que cela prend, et qu'en créant une agence qui transférerait une partie des risques vers le marché, nous pourrions avoir notre propre mécanisme.

Cela se nomme un mécanisme d'assurance. Le principe est que les pays souscriraient et payeraient une prime d'assurance, et lorsqu'un événement intervient nous serions déjà prêts avec un plan d'urgence qui pourrait être mis en œuvre immédiatement. Nous n'attendrions pas

que l'événement survienne, nous agirions avant. Lorsqu'un événement se présente, dans les deux ou trois semaines des fonds seraient débloqués vers ces pays pour les aider à régler la situation. L'Afrique a produit une solution qui est saluée comme l'un des meilleurs exemples actuels au plan international, mais ici en Afrique, nous en savons peu de chose, voire absolument rien.

La Capacité africaine de gestion des risques est conçue pour fournir des fonds de secours liés à des systèmes d'alerte précoce, et pour déclencher des plans d'urgence avec des mécanismes de réponse nationaux crédibles qui vont produire les solutions les plus efficaces et les plus efficaces face aux chocs météorologiques sur le court terme. Ce système a le pouvoir de faciliter les investissements de plus long terme pour augmenter la sécurité alimentaire et réduire les risques liés aux catastrophes ainsi que la résilience face au changement climatique.

Comment est-ce que cela fonctionne?

La Capacité africaine de gestion des risques travaille avec les gouvernements afin de mettre au point une réponse panafricaine qui permet aux pays de satisfaire les besoins directs des populations qui pourraient être touchées par ces catastrophes naturelles. Nous devons sortir du vieux schéma qui consistait à attendre qu'une crise se passe et passer à celui d'être préparés et d'agir immédiatement. C'est exactement ce que fait la Capacité africaine de gestion des risques, en déboursant dès que possible des indemnités d'assurance vers les zones de

conflit. Ceci ne représente qu'un exemple des ensembles de mesures destinées à gérer les risques, et je suis ravie que le président de l'IFAD, mon frère Gilbert, ait mentionné la gestion des risques comme un moyen de traiter les questions liées à l'agriculture, le développement et la faim.

La Capacité africaine de gestion des risques est également soutenue par plusieurs donateurs, dont l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, la Suède, la Suisse, le Canada et les États-Unis d'Amérique, ainsi que par la Fondation Rockefeller et le Programme alimentaire mondial. Cette agence a réalisé beaucoup de progrès, avec de nombreux programmes de renforcement des capacités qui aident les pays d'Afrique.

En 2014, la Capacité africaine de gestion des risques a créé une compagnie d'assurance nommée African Risk Capacity Limited. Elle est devenue la première mesure d'analyse paramétrique des risques météorologiques d'Afrique, avec un modèle qui déclenche suffisamment d'argent à déboursier pour aider les populations à gérer les risques après un événement.

Nous avons reçu le soutien des gouvernements d'Allemagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, à hauteur de 200 millions de dollars É.-U. Ils ont donc apporté des capitaux à notre soutien. À ce jour, 36 pays du continent africain se sont inscrits pour devenir membres, mais seulement huit

ont en fait souscrit une assurance dans les quatre groupes de risques que nous avons proposés jusqu'ici. À ce jour, nous avons garanti le placement de 400 millions de dollars É.-U. en assurance sécheresse au cours de cette période, et sur ce montant, 180 millions de dollars É.-U ont été transférés vers les marchés internationaux à haut risque à un taux très raisonnable.

Les compagnies de réassurance sont de plus en plus tentées de nous soutenir. Nous sommes passés de huit à 24 réassureurs souhaitant travailler avec nous. En outre, au cours des quatre dernières années, les gouvernements africains qui ont participé ont payé 52 millions de dollars É.-U en prime, dont 95 pour cent provenaient de leurs budgets nationaux. Cela montre donc un fort degré de réactivité de la part des pays africains qui sont prêts à le faire et qui ont payé ces montants.

Sur les 36 pays membres qui ont signé, nous voulons encourager 15 à 20 d'entre eux à participer à cette assurance, étant donné que cela réduira les primes pour les pays en les rendant beaucoup plus abordables. Durant les trois premières années d'exploitation, nous avons aussi effectué des paiements à des pays comme la Mauritanie, le Niger ou le Malawi, pour un total de 36 millions de dollars É.-U. Ceci nous a permis de viser deux millions de personnes et un million de têtes de bétail. Qu'avons-nous fait? L'argent a été distribué par les gouvernements aux ménages pour les aider à prendre soin de leurs besoins

alimentaires, pour les aider à alimenter leur bétail, et à nourrir leurs enfants en âge scolaire au cours de cette période.

Ceci est important parce que cela signifie que les gens restent là où ils sont. Lorsqu'une catastrophe se produit, les populations migrent généralement parce qu'elles ne trouvent plus de nourriture là où elles habitent. Mais grâce au déblocage de ces sommes d'argent, elles sont en mesure de régler leurs problèmes. Il s'agit donc réellement d'un instrument puissant. Nous parlons ici de l'impact sur des personnes, des personnes et leurs animaux. Grâce à cela nous évitons également les conflits, en effet que se passe-t-il lorsque les gens quittent leur terre? Ils partent vers d'autres zones où d'autres exploitants sont présents, ce qui déclenche des conflits.

Je veux juste vous faire réfléchir à cette question: l'un des problèmes auxquels nous sommes confrontés est évidemment que les pays continuent à payer leurs primes chaque année. Nous avons consulté des institutions, internationales et nationales, pour nous aider à résoudre ce problème. La Banque africaine de développement a fait un très grand geste, et nous souhaitons remercier

Akin Adesina d'avoir ici accepté de créer un système pour financer les primes des pays.

À l'heure actuelle, nous sommes en train de traiter environ 11 pays pour des financements. Ce sera toujours leur argent qui sera apporté, parce qu'en fin de compte ils devront le rembourser, mais cela leur permet de ne pas avoir à se soucier de comment ils vont sortir ces primes de leur budget au cours des cinq ou sept années à venir. Nous demandons donc instamment aux pays qui sont présents ici et qui ne participent pas de nous le faire savoir de façon à ce que nous puissions travailler avec vous et avec la Banque africaine de développement pour y parvenir. La Banque islamique de développement, la Banque mondiale et d'autres envisagent également de participer à ce programme.

En résumé, Mesdames et Messieurs, il y a de bonnes nouvelles, et l'une d'elles c'est que l'Afrique est chef de file dans le domaine des outils d'assurance pour gérer les événements provoqués par des phénomènes météorologiques. Je veux que vous le sachiez tous et je veux que chaque individu qui quittera cette salle aujourd'hui devienne ambassadeur de la Capacité africaine de gestion des risques. Je vous remercie. ■

3. PARTAGE DES EXPÉRIENCES DANS LA LUTTE CONTRE LA FAIM



Luiz Inácio Lula da Silva

Ancien Président du Brésil et Lauréat du Prix mondial de l'alimentation en 2013

Lorsque nous nous sommes rencontrés à Addis-Abeba en juin 2013 à l'occasion de la Réunion de haut niveau sur un partenariat renouvelé pour éradiquer la faim en Afrique, nous avons transmis à la communauté internationale le message selon lequel il serait possible d'éliminer la faim sur le continent en 12 ans.

À cette occasion, après avoir discuté des expériences réussies des différents pays, nous sommes parvenus à la conclusion qu'avec la participation entière de la société civile, les États pourraient réaffirmer leur résolution ferme de mener ce processus en aménageant au sein des budgets

nationaux, des politiques destinées à combattre la pauvreté et la faim.

L'expérience brésilienne et les résultats très significatifs qui ont été accomplis dans la lutte contre la faim et la pauvreté valident ce qui précède. Mon intention n'est pas d'ériger certains pays en modèles, car chaque pays a ses propres singularités. Je souhaite simplement expliquer à nouveau ce qui s'est passé dans notre pays.

L'expérience brésilienne prouve qu'il est possible de surmonter la faim: lorsque la lutte contre la pauvreté est abordée en tant que politique nationale, avec les ressources adéquates attribuées dans le budget

intérieur de l'État, lorsque les politiques sociales en matière de santé, de sécurité alimentaire et d'éducation sont combinées avec l'assistance officielle des petits agriculteurs, et lorsque les gouvernements adoptent des stratégies permanentes de redistribution des richesses, qu'ils relèvent le revenu minimum et créent des emplois.

En 2002, année où j'ai été élu Président, 11 millions de familles vivaient dans des conditions considérées comme étant en dessous du seuil de revenu de 1 dollar É.-U. par jour, ce qui correspond au seuil d'extrême pauvreté adopté par la Banque mondiale à l'époque. Près de 50 millions de personnes souffraient de la faim – c'est-à-dire pratiquement un tiers de la population brésilienne, pour la plupart des enfants condamnés à la malnutrition et aux maladies associées.

Dans ce contexte, la priorité numéro un de nos administrations a été d'assurer que chaque ménage brésilien puisse recevoir trois repas par jour. Sous la houlette de José Graziano da Silva, nous avons créé le Programme *Fome Zero* («Faim zéro»), un programme qui articulait plusieurs politiques publiques dont la *Bolsa Família* est la plus large. Ces politiques comprenaient également la fourniture d'assistance technique et des financements pour les exploitants familiaux, l'octroi de titres de propriété sur des terres rurales pour les petits agriculteurs, l'achat de produits à des producteurs familiaux locaux pour les programmes de cantines

scolaires, le renforcement des capacités, la création d'emplois et la garantie d'un accès à la santé et à l'éducation publique.

Une stratégie aussi ambitieuse ne pouvait être mise en œuvre qu'avec la pleine participation de la société civile. C'est pourquoi nous avons décidé de relancer le Conseil national sur la sécurité alimentaire (CONSEA), par lequel les ONG, le secteur privé et les représentants syndicaux s'assoient à la même table et conçoivent de manière efficace des politiques et des stratégies destinées à l'action.

Peu de temps après, nous avons créé *Bolsa Família*, un programme qui transfère aux familles les plus pauvres le montant d'un revenu d'un mois sous réserve de trois conditions: les enfants doivent aller à l'école, les bébés doivent être correctement vaccinés et les femmes enceintes doivent être examinées régulièrement par un médecin.

Sous la présidence de Dilma Rousseff, *Bolsa Família* a été prolongé pour devenir le programme «Brésil sans misère» afin d'atteindre environ 14 millions de familles soit 55 millions de Brésiliens. Cet investissement n'a représenté que 0,5 pour cent du PIB du Brésil, ou environ 10 milliards de dollars É.-U. par an.

Le plus gros obstacle auquel nous avons été confrontés, toutefois, n'est pas provenu de l'économie, mais de l'ignorance et des préjugés de certains segments

privilegiés de notre société. Cela peut se produire dans n'importe quel pays qui met en œuvre des programmes de transfert conditionnel de liquidités.

Les familles s'inscrivent au programme *Bolsa Família* par l'intermédiaire d'un système unique de registre national (*Cadastro Único*), qui est régi par un partenariat entre le gouvernement fédéral, les municipalités et les collectivités locales. Ce registre unique est constamment mis à jour et suivi par le Bureau du procureur public.

Le paiement effectif des allocations est effectué par le biais d'une carte magnétique émise par une banque du gouvernement, sans retard ni intermédiaire. Autrement dit, il n'est pas nécessaire de demander de faveur à quiconque pour recevoir l'allocation.

Un autre aspect intéressant de notre stratégie a été que les cartes magnétiques ont été remises aux femmes, pour garantir que les allocations seraient utilisées au profit des enfants. Cette stratégie a permis l'autonomisation des femmes au sein de leur famille et collectivité.

L'allocation *Bolsa Família* a également eu un impact positif sur les entreprises locales, étant donné qu'elle a augmenté la demande en produits de base ce qui a stimulé les marchés intérieurs. Les transferts de liquidités aux personnes pauvres ont joué un rôle important pour toute la nation étant donné qu'ils ont augmenté la demande,

ce qui a encouragé la production, le commerce et les emplois. Ils ont généré un cercle vertueux de développement. Chose encore plus importante, *Bolsa Família* permet d'acquérir la citoyenneté et garantit la dignité des populations pour qu'elles puissent décider de leur avenir.

La stratégie brésilienne pour surmonter la faim a inclus le renforcement du secteur agricole, qui a doublé sa production en 10 ans. Ceci n'aurait pas été faisable si une attention particulière n'avait pas été accordée aux exploitants familiaux.

Le Brésil compte environ quatre millions de petites fermes aujourd'hui, et des millions d'autres familles se trouvent dans des villages temporaires en vertu du programme de réforme agraire.

Notre gouvernement a affecté 47 millions d'hectares de terres rurales à la réforme agraire, un montant qui représente plus de la moitié des terres allouées pour la réforme agraire dans toute l'histoire du Brésil.

Les crédits assortis de faibles taux d'intérêt pour les fermes de taille petite et moyenne et pour les exploitants récemment installés ont été estimés collectivement à 2,8 milliards de réaux en 2003. Ce chiffre a atteint 30 milliards de réaux 12 années plus tard, soit 10 milliards de dollars É.-U. Les femmes ont eu accès à des crédits ruraux et ont bénéficié d'un traitement préférentiel au cours du processus d'enregistrement de propriété agraire.

Nous avons conçu un système d'assurance contre les pertes de récoltes et un prix minimum pour la fourniture de produits agricoles. Nous avons introduit une loi pour faire en sorte que 30 pour cent des produits destinés aux cantines scolaires soient achetés directement auprès d'agriculteurs locaux. Nous avons mis en œuvre un programme nommé *Luz para Todos* («Lumière pour tous») de façon à étendre la transmission d'énergie électrique aux petits foyers ruraux. Plus de trois millions de familles ont bénéficié de ce programme.

Le pourcentage de foyers ruraux ayant accès à l'électricité est passé de 78 pour cent à 97 pour cent, transformant la vie quotidienne de plus de 13 millions de personnes qui vivent à la campagne. Ces familles ont été en mesure d'ajouter de la valeur à leurs produits en achetant des machines simples, telles que des meules, des mixeurs, des pompes à eau. Elles ont également acheté 2,2 millions de réfrigérateurs neufs, 2,4 milliards de téléviseurs et d'autres produits manufacturés ce qui a énormément stimulé la production industrielle.

En 2008, date à laquelle le Brésil a été pour la première fois frappé par la crise économique mondiale, l'une des mesures que nous avons prises pour atténuer l'impact négatif de cette récession brutale a été d'encourager les agriculteurs à acheter des tracteurs de 80 chevaux et d'autres outils pour réduire la taxation de ces produits et proposer des emprunts auprès de

banques publiques. La réponse des petits agriculteurs a été immédiate: plus de 30 millions de tracteurs neufs ont été vendus et ainsi les zones rurales ont une fois de plus coopéré avec l'industrie et le commerce à la création d'emplois. Nous avons créé un programme nommé *Territórios da Cidadania* («Territoires de citoyenneté») de façon à intégrer les activités du gouvernement à la santé, l'éducation, la culture, la génération de revenus dans les zones rurales, l'amélioration des conditions globales dans ces zones et en conséquence, la réduction de l'exode vers les zones urbaines. Suite à l'association de ces politiques sociales, les petits producteurs ont augmenté leurs revenus de 52 pour cent au cours des 10 dernières années.

L'inégalité n'est pas seulement de nature économique et sociale au Brésil, elle découle également d'un déséquilibre régional déterminant et injustifié. Partant de là, nous avons commencé le développement dans les régions les plus reculées, notamment le nord et le nord-est, qui ont toujours été dans l'histoire les zones les plus défavorisées et ignorées des décisions centrales. Nous avons affecté des ressources vers ces régions pour construire des chemins de fer, des barrages, de nouveaux ports, des usines et même des raffineries de pétrole. Toutes ces actions convergeaient vers le même objectif, celui d'éradiquer la faim et la pauvreté extrême.

Il est également important de faire remarquer que le salaire minimum a été augmenté de 74 pour cent en 12 ans.

Le revenu net d'une famille brésilienne type a subi une augmentation non négligeable d'un tiers, tandis que le revenu des familles les plus pauvres a augmenté de deux tiers. Le crédit financier accordé à ces familles est passé de 27 pour cent à 57 pour cent du PIB. Le résultat de ces politiques et programmes publics est bien connu de tous: 36 millions de personnes sont sorties de la pauvreté extrême, plus de 40 millions ont pu obtenir un pouvoir d'achat et 22 millions de nouveaux emplois ont été créés dans le secteur formel. Nous avons prouvé que lorsque les personnes pauvres sont placées au centre des décisions d'un gouvernement, elles ne représentent plus le problème numéro un du pays: elles deviennent au lieu de cela, la solution numéro un aux problèmes du pays.

Des efforts ont été déployés depuis que nous nous sommes réunis ici à Addis-Abeba il y a cinq ans, mais l'éradication de la faim en Afrique reste malgré tout un objectif lointain et difficile à atteindre. Dans certains pays, la situation s'est même détériorée. La grande inquiétude pour nous c'est non seulement que les indicateurs de faim en Afrique sont élevés aujourd'hui, mais que les prévisions de tendance sont encore plus élevées. D'après ces indicateurs récents, tels que rapportés par la FAO et d'autres agences dans les études les plus récentes sur l'état de la sécurité alimentaire dans le monde, trois problèmes majeurs doivent être surmontés: premièrement, les conflits. Il s'agit de l'une des principales variables de la faim sur le continent. La grande majorité des

personnes vulnérables à la faim en Afrique vivent dans des pays qui sont touchés par la guerre ou par d'autres conflits internes violents. Par conséquent, la paix devient une condition absolue de la sécurité alimentaire.

Deuxièmement, le changement climatique et la dégradation environnementale. Il existe suffisamment de preuves montrant que ces deux facteurs peuvent provoquer la détérioration des indicateurs de sécurité alimentaire sur notre planète. Dans le cas particulier de l'Afrique, les sécheresses récurrentes et les précipitations irrégulières menacent les produits agricoles dérivés qui sont déjà dans des conditions précaires.

Enfin, le rapport le plus récent de la FAO établit le lien entre la faim et la pauvreté. En effet, pour pouvoir dépasser leur condition de pauvreté, les pauvres doivent d'abord avoir accès à de la nourriture. Dans ce contexte, nous avons remarqué que plusieurs pays ne sont pas parvenus à maintenir le fonctionnement correct ou régulier de leur protection sociale et de leurs programmes de transfert de liquidités. Ce filet de protection sociale est une condition essentielle pour permettre l'accès durable et efficace au développement en faveur des pauvres. Les pays ne doivent pas reléguer leurs programmes de transfert conditionnel de liquidités à un objectif de moindre importance. Ils peuvent renforcer l'économie domestique en stimulant la consommation même en période difficile d'instabilité économique.

Il est impératif de renforcer les services sociaux dans chaque pays. Le secteur privé, la société civile et les agences gouvernementales doivent agir ensemble pour placer le problème de la faim tout en haut de l'agenda politique. Oui, la faim est un problème politique et la meilleure façon de la combattre c'est d'avoir une volonté politique forte d'inclure les pauvres dans le budget national.

C'est grâce à notre volonté politique que nous avons réussi à éradiquer la faim au cours d'une décennie au Brésil, un pays comptant une population de plus de 200 millions d'habitants. Cette immense réussite est malgré tout sérieusement menacée par un complot politique qui a violé la constitution et mis fin à l'administration de la Présidente Dilma Rousseff en 2016. Les politiques publiques et les programmes sociaux qui encourageaient les conditions pour la création de nouveaux emplois et le relèvement du salaire minimum ont été mis à mal depuis. La faim est réapparue au Brésil.

Bien qu'une partie importante du travail réalisé par les partenaires du

développement soit d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques sociales, il me semble clair que d'autres efforts méritent également un traitement prioritaire, comme l'intégration du marché régional africain. Il est également important de renforcer l'initiative inspirée par le programme de fourniture alimentaire du Brésil «Acheter aux Africains pour l'Afrique» (PAA Afrique), dont ont bénéficié plusieurs pays africains ces dernières années.

Il est encore possible d'éradiquer la faim d'ici 2025, comme cela a été établi à Malabo, ou d'ici 2030, comme affirmé par la communauté internationale lorsque les Objectifs de développement durable ont été approuvés à New York. Cet objectif est certainement encore plus ambitieux aujourd'hui qu'il ne l'était il y a quelques années, lorsque nous nous sommes rencontrés en 2013. Mais si les nations africaines s'engagent fermement dans la réalisation de cet objectif, le monde entier verra ressurgir l'espoir dont nous avons tellement besoin aujourd'hui. ■



Olusegun Obasanjo

Ancien Président de la République fédérale du Nigéria et ancien envoyé spécial du Secrétaire général de la République démocratique du Congo

Je voudrais vous présenter mon expérience pendant la courte période où j'ai été Président du Nigéria, de ce que nous avons fait, et de ce que nous avons accompli, pour voir comment cela peut être appliqué à n'importe quelle situation de n'importe quel pays. La première chose que nous avons réalisée est que la paix, la sécurité et la stabilité sont les fondements de n'importe quelle activité économique qui veut être durable et entraîner la croissance et le développement. Ceci est essentiel dans nos esprits.

Tout au long de ma présidence, l'une des régions de notre pays qui connaissait des troubles était le Delta du Niger, où nous avions des militants. J'ai envoyé des gens pour les rencontrer et je les ai invités à venir dialoguer avec moi. Je les ai fait venir. Je leur ai accordé une amnistie temporaire. Je leur ai dit: «venez, quels que soient votre délit ou infraction, dans l'intérêt de ce dialogue, vous ne serez pas arrêtés, venez

simplement.» Ils sont venus. Ils sont venus, et je les ai reçus dans la salle du conseil où les ministres se rencontrent, et je leur ai dit: «Expliquez-moi pourquoi vous faites ce que vous faites». J'ai été très pédagogue.

Et l'un d'eux m'a dit: «Lorsque vous étiez Chef du gouvernement militaire, vous avez commencé l'éducation publique, l'éducation primaire gratuite. C'est la raison pour laquelle j'ai pu aller à l'école. Parce que je suis allé à l'école primaire, j'ai pu aller à l'école secondaire. Et parce que je suis allé à l'école secondaire, j'ai pu aller à l'université. Et je me suis dit quand j'étais à l'université qu'étant donné que je venais d'une région productrice de pétrole, j'allais étudier le génie pétrolier. Quatre années plus tard, je suis diplômé ingénieur pétrolier, et je n'ai pas de travail. Que voulez-vous que je fasse?» Il était devenu militant pour avoir un revenu, pour avoir quelque chose à faire et garantir la paix, la sécurité et la stabilité.

Nous sommes convaincus que l'agriculture doit être traitée comme une activité économique, et non pas seulement comme une question de développement. Par le passé, nous avons essayé de traiter l'agriculture comme un problème de développement. Des gens sont venus de toutes parts nous dire ce que nous devons faire pour développer notre agriculture. Et nous venons d'entendre le Premier ministre d'Éthiopie, qui nous dit qu'il faut tenir compte de la sagesse autochtone. Il faut qu'il y ait un apport autochtone, et bien sûr nous devons aussi réaliser que les autochtones doivent embrasser la modernisation, notamment en termes de technologie, de semences améliorées, d'application d'engrais et d'autres aspects.

Nous avons décidé que les trois niveaux d'exploitants, les petits exploitants, les fermes moyennes et les grandes exploitations doivent recevoir l'attention qui convient. Alors certaines personnes demandent: «Que devons-nous faire? Devons-nous nous désintéresser des petits exploitants et prêter attention uniquement aux grandes exploitations?» Je ne pense pas. Nous devons nous intéresser à tous, parce que tous ont un rôle à jouer, en particulier les petits agriculteurs.

Il faut désormais que les programmes politiques gouvernementaux, les recommandations et les orientations soient donnés au plus haut niveau politique. Certes, vous pouvez déléguer cette fonction, mais vous devez donner une direction au

plus haut niveau. Vous devez servir de guide. Les contributions doivent provenir de tous les acteurs et de tous les ministères et services du gouvernement: aucune action ne doit se dérouler en silence. À ce titre, le Ministère de l'agriculture est important, tout comme le Ministère des finances, le Ministère des ressources en eau, le Ministère des travaux et infrastructures, tous ces ministères doivent travailler ensemble. C'est la raison pour laquelle la coordination et l'orientation doivent intervenir au plus haut niveau politique.

Toutes les couches de la société doivent également être impliquées et travailler de façon coordonnée. La collectivité, les autorités locales, le gouvernement de l'État dans notre propre cas étant donné que nous sommes un système fédéral, ainsi que le gouvernement national, tout le monde doit être impliqué. Il est nécessaire de garantir un accès à des fonds aux taux d'intérêt raisonnables. Si vous laissez les agriculteurs, à n'importe quel niveau, si vous les laissez aux banques commerciales, celles-ci seront comme Shylock, le personnage du *Marchand de Venise* de Shakespeare: elles exigeront une livre de chair et ce n'est pas comme cela que nous développerons notre agriculture. Avec des taux d'intérêt supérieurs à un seul chiffre, vous ne verrez pas prospérer les agriculteurs à moins qu'ils ne fassent pousser de la coca. S'ils font pousser de maigres cultures légales, ils n'y arriveront pas avec des taux d'intérêt à deux chiffres.

D'autres acteurs doivent également participer: les distributeurs, les transformateurs, les exportateurs, les chercheurs, tous doivent être impliqués. Si tous ces acteurs travaillent ensemble, il y aura une augmentation de la production, et une diminution du gaspillage. Prenons pour exemple notre expérience au Nigéria: nous avons augmenté la production de cacao sur une période de cinq ans, de 150 000 à 400 000 tonnes métriques. Nous avons augmenté la production de manioc de 30 millions à 50 millions de tonnes métriques. La croissance agricole a avoisiné 7 pour cent alors qu'elle était

auparavant inférieure à 3 pour cent. Elle dépassait même la croissance du secteur pétrolier et gazier, que nous considérons comme le pilier de notre économie.

L'expérience du Nigéria montre que si nous travaillons tous de concert avec une direction au plus haut niveau politique, les réussites suivront. Ceci est notre expérience, et je suis convaincu que d'autres pays d'Afrique peuvent connaître les mêmes succès. Les efforts doivent être soutenus, parce que sans soutien, la tendance peut s'inverser de façon dramatique. ■

4. DIALOGUE MULTIPARTITE



Kanayo F. Nwanze

Ambassadeur de bonne volonté de la FAO «Faim zéro» pour la région Afrique et ancien Président du Fonds international de développement agricole (IFAD)

Nous avons écouté des présentations sur les progrès réalisés dans la poursuite de l'élan du PDDAA, sur la réalisation des engagements de Malabo et la mise en place d'un cadre de responsabilité actuelle, ainsi que sur les résultats du Rapport biennal inaugural. Ce rapport, toutefois, conclut que l'Engagement 3, «Éliminer la faim d'ici 2025», ne se déroule pas comme prévu.

Un rapport précédent de la FAO, *l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017*, soulignait une nette détérioration dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne. Malgré tout cela, le Rapport de situation de l'agriculture publié par l'Alliance pour une révolution

verte en Afrique 2017 (AGRA) voit des perspectives favorables pour l'agriculture africaine au cours des décennies à venir.

D'un autre point de vue, tandis que les entreprises agroalimentaires et les exploitants agricoles qui reçoivent un soutien adéquat pourraient créer un marché alimentaire équivalant 1 milliard de dollars, la facture d'importation africaine en matières premières et aliments transformés qui pourraient être produits ici devrait augmenter de 35 milliards de dollars É.-U. à 110 milliards de dollars É.-U. d'ici 2025, ce qui crée des emplois et remplit les poches des étrangers, alors

que chaque année, 50 pour cent de nos jeunes diplômés restent sans emploi.

Je ne suis pas venu ici pour applaudir le contenu d'un verre à moitié plein ou des progrès relatifs aux engagements d'éradiquer la faim en Afrique d'ici 2025, c'est-à-dire dans sept ans!

Parlons plutôt du verre à moitié vide et pourquoi c'est maintenant qu'il faut agir.

Nous ne devons pas aborder l'éradication de la faim séparément de notre cadre de développement national, régional et continental: les infrastructures, les services, les institutions fonctionnelles, l'éducation, l'agriculture, la santé et la nutrition, ainsi que la protection sociale, surtout pour les plus vulnérables de nos populations – les personnes pauvres du monde rural – sont tous interconnectés.

Aucun pays ni aucune région du monde ne s'est développé sans exploiter le potentiel du secteur agricole et sans passer par une transformation de l'agriculture qui génère une croissance sociale et économique inclusive, des révolutions agraires jusqu'aux révolutions industrielles: la Grande-Bretagne et l'Europe aux XVII^e et

XVIII^e siècles ; le Japon au XIX^e siècle, la Chine, le Brésil, l'Inde, etc., au XX^e siècle.

Le modèle brésilien, *Fome Zero* («Faim zéro») s'est avéré un programme ambitieux qui a sorti plus de 36 millions de personnes de l'extrême pauvreté en à peine plus d'une décennie.

Pour l'Afrique, éliminer la faim exige une transformation qui doit commencer avec le secteur rural, parce que comme la FAO, l'IFAD, la Banque africaine de développement (AfDB), la Banque mondiale et d'autres l'ont montré, ce sont les zones rurales ainsi que les populations d'agriculteurs, de pêcheurs, de bergers et de pasteurs qui souffrent le plus de la faim, de la pauvreté, du changement climatique, et des conflits alors que ce sont ces mêmes populations et ces mêmes zones qui nourrissent le plus gros de l'Afrique! Et ces populations sont en majorité constituées de femmes.

Au cours du temps qui me reste imparti, je souhaite lancer un appel à l'action concernant notre travail jusqu'en 2025.

L'agriculture, que ce soit les cultures, le bétail ou la pêche, n'est pas seulement un

mode de vie, c'est une activité économique, une activité génératrice de revenus, qui peut produire des denrées alimentaires, nourrir les gens, créer des emplois, apporter la richesse, autonomiser et transformer les populations. L'agriculture est la voie qui mène au développement durable.

Une transformation rurale large et inclusive est un prérequis pour éliminer la faim ou réaliser la Faim zéro, tout simplement parce que les personnes pauvres et affamées vivent principalement dans des zones rurales, non pas dans des bidonvilles surpeuplés. Elles sont les gardiennes de notre patrimoine agricole.

Nous avons besoin d'un secteur privé sain, concurrentiel, autochtone, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME) en partenariat avec le gouvernement et la société civile pour faire changer durablement les choses. L'approche de l'AGRA dans ce domaine est digne d'être saluée.

Et l'Afrique n'est pas pauvre. L'Afrique est pleine de ressources: minières, pétrolières et gazières, 200 millions d'hectares de terres agricoles fertiles non cultivées, un fort ensoleillement, des pluies abondantes et des cours d'eau, et une population, constituée essentiellement de jeunes gens dynamiques.

Les problèmes de développement de l'Afrique ne seront résolus que lorsque nous Africains, apprendrons à gérer nos propres ressources. Aucune aide

étrangère au développement ne résoudra les problèmes de l'Afrique.

Le développement n'est pas ce que font les gens pour d'autres, mais c'est ce qu'ils font pour eux-mêmes. Et surtout, pour que le changement intervienne, il est nécessaire d'avoir des dirigeants visionnaires et désintéressés au plus haut niveau politique et au sein des gouvernements.

Organiser des sommets dans les capitales d'Europe, des Amériques et d'Asie pour entendre parler de nos problèmes et comment les résoudre est tout simplement humiliant!

Nous avons des Africains talentueux, qualifiés et expérimentés, brillants, de classe internationale dans tous les domaines professionnels et les secteurs.

Nous devrions également maximiser nos partenariats de collaboration avec des organisations et des instituts de rang mondial et continental qui ont plusieurs décennies d'expérience: la FAO, où j'ai siégé en tant que qu'Ambassadeur spécial de bonne volonté «Faim Zéro», Région Afrique, l'IFAD, mon dernier poste en tant que Président, et nos propres institutions maison, le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), l'AGRA – où j'ai siégé au Conseil - et bien sûr l'AfDB et bien d'autres.

Sans une bonne gouvernance, nos efforts de développement resteront fragiles. Une mauvaise gouvernance

entraîne la médiocrité, des institutions faibles, une corruption éhontée, des politiques incohérentes et une direction dysfonctionnelle.

Avant tout, nous devons capitaliser sur notre dividende démographique, notre jeunesse: le poumon d'un continent où 65 pour cent de la population a moins de 35 ans. Si nous ne parvenons pas à résoudre les problèmes de plus en plus volatiles du chômage des jeunes, notre riche dividende démographique deviendra à terme un cauchemar - qui commence avec la détresse honteuse de

milliers d'immigrants africains illégaux vers l'Europe, poussés par l'absence d'opportunités économiques, la frustration et le désespoir.

Nous possédons les outils, la connaissance, nous avons les ressources humaines et le talent, et nous savons ce qu'il faut faire. C'est maintenant qu'il faut agir, nous devons exploiter nos talents naturels, nos ressources: notre peuple, la richesse de nos terres et tout ce qu'elles nous offrent, en surface et en profondeur, pour les générations actuelles et futures. ■



Jacqueline Amongin

*Membre du Parlement de la République d'Ouganda et du
Parlement panafricain*

J'avais seulement 24 ans lorsque je suis devenue députée du Parlement d'Ouganda. Mon expérience se résume à mon travail comme parlementaire pendant de nombreuses années. Nous y parlons du secteur de la santé, de l'éducation, mais le cœur de l'Afrique et l'avantage concurrentiel que nous avons en tant que continent résident dans l'agriculture.

Lorsque j'étais étudiante, j'accusais toujours les autres, mais maintenant que je suis au gouvernement je ne blâme plus personne. Je souhaiterais –que tout le monde agisse lorsque nous venons à des sommets comme celui-ci, à l'occasion de réunions internationales. L'an dernier à Melbourne, nous avons conçu un Programme d'agriculture intelligente face au climat. Nous avons conclu l'Accord Talanoa pour surveiller les progrès de la mise en œuvre de l'Accord sur le changement climatique.

Permettez-moi de demander à chaque personne dans cette salle: combien d'entre nous suivent ce sur quoi nous sommes mis d'accord? Je sais que nous allons avoir d'autres sommets de l'UA. Nous parlons de la Déclaration de Malabo. Je mets les États membres au défi suivant: combien d'entre nous ont engagé nos ressources pour garantir que l'agriculture soit réalisable, qu'elle soit efficace dans nos pays? Je pense personnellement que l'Afrique est encore un territoire plus ou moins vierge, parce que je parle aujourd'hui à l'âge de 33 ans, que j'ai vécu sur tous les continents du monde.

Aujourd'hui nous parlons des ODD. L'Afrique a conçu un plan intelligent. Lorsque nous regardons les ODD et l'Agenda 2063, ils sont pratiquement en phase. Cela signifie que l'Agenda est un enfant de l'Afrique, mais combien d'entre nous ont fait un plus grand pas en avant pour garantir que la faim sur le continent disparaisse?

Pour moi, qui parle ici en tant que législatrice, en tant que femme, et en tant que jeune personne (parce que selon les critères africains, je suis une jeune personne) je suis convaincue qu'il nous faut donner la priorité aux personnes qui cultivent nos terres, mais qui n'ont aucune voix au chapitre dans ce domaine, je veux parler des femmes. Vous dites qu'il faut éliminer la faim d'ici 2025, mais je n'ai pas le droit de décider de ce que je peux cultiver. Je suis celle qui parcourt de longues distances pour aller chercher de l'eau, mais ce sont les hommes qui prennent les décisions.

Lorsque nous parlons du changement climatique, il comporte un impératif de genre. Je me réjouis de voir quelques femmes ici parmi nous. Veuillez toujours prendre en compte les femmes lors des

discussions, les agricultrices. Parce que toutes ces femmes dont nous parlons, si on ne les implique pas, si elles ne savent pas, si leurs capacités ne sont pas augmentées, et bien nous ne changerons rien. Ces femmes poursuivront leur chemin habituel.

Si nous ne rendons pas l'agriculture attractive, si nous n'avons pas d'exploitants agricoles qui puissent servir de modèle pour les jeunes gens qui quittent l'université, alors nos diplômés iront chercher du travail en dehors d'Afrique. Ils traversent déjà la mer pour aller en Europe chercher du travail. Cela veut dire que les jeunes gens n'apprécient pas encore l'agriculture. C'est notre rôle, et c'est de notre faute si nous n'attirons pas les jeunes vers l'agriculture, parce que c'est là que se situe notre avantage concurrentiel. ■



Ahmed Aboul Gheit

Secrétaire général de la Ligue des États arabes et Président du Conseil de la Capacité africaine de gestion des risques

La Ligue des États arabes est fière de sa coopération multidimensionnelle avec l'UA dans l'objectif de réaliser les Objectifs de développement durable des Nations Unies, et elle réitère sa volonté d'intensifier les efforts auprès des pays africains pour mobiliser les ressources financières et l'expertise technique afin de réaliser la sécurité alimentaire et éradiquer la faim sur le continent d'ici 2025.

Je suis très heureux de vous présenter certaines des réalisations que nous avons obtenues dans le cadre de cette coopération arabo-africaine. Au premier plan de cette coopération, nous avons eu la réunion ministérielle arabo-africaine commune sur le développement agricole et la sécurité alimentaire, avec un troisième événement qui s'est tenu à Khartoum en novembre 2016.

Lors du dernier sommet de Malabo, les chefs d'État et de gouvernement des pays arabes

et africains sont convenus d'une politique complète pour encourager le développement agricole et la sécurité alimentaire. Ils se sont également mis d'accord sur un certain nombre de mesures qui comprennent les choses suivantes: premièrement, celle de travailler ensemble à la réalisation de la sécurité alimentaire dans les régions arabes et africaines d'ici 2025, de mettre en place une unité de coordination arabo-africaine satisfaisante pour une action commune et de fournir les fonds nécessaires pour ses activités. Deuxièmement, celle de consolider le commerce et d'attirer les investissements nécessaires dans l'agriculture pour accélérer le développement dans les régions arabes et africaines. Troisièmement, celle de faciliter les transferts technologiques agricoles et d'effacer tous les obstacles qui empêchent le développement de l'agriculture et la réalisation de la sécurité alimentaire dans les régions arabes et africaines. Quatrièmement, celle d'organiser tous les deux ans des foires et des salons destinés

aux produits agricoles arabes et africains, de façon à encourager le commerce entre ces régions dans le secteur agricole.

La Ligue des États arabes est ouverte au développement de ce partenariat au plus haut niveau possible et elle est déterminée à travailler de manière sérieuse et complète avec l'Union africaine pour réaliser ces objectifs communs.

Parmi eux se trouve la réalisation de la sécurité alimentaire dans les régions arabes et africaines par l'intermédiaire de divers Conseils ministériels arabes spécialisés, qui visent à honorer les Objectifs de développement durable.

Je souhaite faire remarquer que la Ligue des États arabes a pour vœu de continuer à

partager son expertise avec l'Union africaine en tenant compte des leçons retenues de façon à améliorer les résultats des initiatives mises en œuvre sur le terrain. Entre autres, nous pouvons citer le plan directeur du Plan arabe d'urgence pour la sécurité alimentaire, qui en est à sa deuxième phase et remplit son mandat de 2017 à 2021.

Il existe également une initiative lancée par le Président de la République du Soudan pour réaliser la sécurité alimentaire arabe, tel qu'il a été décidé lors du Sommet arabe pour créer des mécanismes à cet effet. À la Ligue des États arabes, nous surveillons les programmes arabes et africains de grande envergure, et nous nous efforcerons de surmonter tous les obstacles. ■



Shenggen Fan

Directeur général de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

Je souhaite tout d'abord saluer la Commission de l'Union africaine et ses partenaires de nous avoir réunis à nouveau, cinq ans après l'adoption de la Déclaration de Malabo en 2013.

Si nous voulons réaliser nos ambitions collectives, nous devons transformer nos engagements en action.

Malgré les engagements ambitieux pris à Malabo, la faim et la dénutrition en Afrique sont en hausse. En 2016, près de 23 pour cent de la population en Afrique subsaharienne était sous-alimentée, ce qui représente une augmentation par rapport au chiffre de 21 pour cent en 2015. De la même manière, le nombre total de personnes sous-alimentées en Afrique est passé de 219 millions en 2015 à 243 millions en 2016. L'Afrique n'est pas sur la voie de l'éradication de la faim d'ici 2025.

Si l'on veut réaliser des progrès significatifs dans le sens de l'élimination de l'extrême

pauvreté d'ici 2030, l'éradication de la faim et de la dénutrition est essentielle. Si l'on ne s'attaque pas à la faim et à la dénutrition, le cercle vicieux de la pauvreté ne peut pas être cassé étant donné que toutes deux ont un impact sur la santé, qu'elles limitent le développement du capital humain, et qu'elles freinent la productivité. Une population saine et bien nourrie est vitale à l'obtention de gains économiques.

Et pour éradiquer la faim et la malnutrition, la mise en place d'une direction, de responsabilités et de priorités est essentielle. Je me réjouis de voir que les dirigeants africains s'engagent vraiment à éliminer la faim et la dénutrition. Cet engagement doit être maintenu et il doit se traduire en actions. La direction et l'engagement doivent également être soutenus par des mécanismes de responsabilité. Le mécanisme d'évaluation par les pairs entrepris par les dirigeants africains a produit des résultats

positifs, mais il doit être soutenu par des données fiables et opportunes.

Les pays africains doivent remplir leurs engagements du PDDAA consistant à affecter 10 pour cent de leurs budgets nationaux à l'agriculture. En particulier, l'augmentation des investissements dans la recherche et le développement agricole pour produire plus d'aliments plus nutritifs avec moins de ressources doit être une priorité.

La biofortification est un outil critique qui peut améliorer les rendements et les résultats de nutrition pour de nombreuses cultures vivrières. HarvestPlus, par exemple travaille désormais étroitement avec 12 pays africains afin d'inclure la biofortification dans leur agriculture nationale et leurs plans de nutrition.

À cet égard, l'IFPRI s'engage à continuer de soutenir l'Union africaine en fournissant des études et des données pour renseigner les politiques et les décisions. L'IFPRI a apporté son soutien au PDDAA par le biais de données, de renforcement des capacités, de suivi et d'évaluation via les Systèmes d'analyse stratégique régionale et de soutien des connaissances (ReSAKSS). Nous allons continuer à soutenir l'examen bisannuel de la Déclaration de Malabo en améliorant les données et la capacité et en aidant à mettre au point un Score de transformation de l'agriculture africaine. En outre, l'initiative de l'IFPRI, Compact2025 va s'efforcer de rassembler les acteurs afin qu'ils établissent des priorités, qu'ils innovent et qu'ils apprennent, qu'ils peaufinent leurs actions, qu'ils s'appuient sur leurs réussites, et tirent les leçons de leurs erreurs afin d'accélérer les progrès pour éliminer la faim et la dénutrition d'ici 2025. ■



Kwesi Attah-Krah

Directeur des Systèmes et de l'intégration à l'Institut international de l'agriculture tropicale (IITA)

C'est un grand plaisir de me trouver ici. Je crois avoir entendu que personne ici n'est satisfait de l'état de la faim et que nous voulons tous la combattre. Il est reconnu que la recherche a un rôle important à jouer à ce titre, mais nous ne devons pas faire de la recherche pour le plaisir: nous devons faire de la recherche destinée au développement. Toute cette technologie de transformation agricole signifie en gros que quoi que nous fassions en agriculture, cela devra être fait d'une manière qui serve de moteur au développement économique, et à ce titre, la recherche a un rôle à jouer.

Par recherche, je veux parler des systèmes de recherche agronomiques nationaux. J'aimerais insister sur le fait qu'il nous faut absolument affecter davantage de crédits dans les systèmes de recherche agronomique. Il existe tellement de systèmes nationaux pour lesquels des salaires sont payés, mais où il n'y a pas de crédits pour mener des recherches

concrètes. Il nous faut vraiment investir davantage dans ce domaine. Nous avons également entendu parler des centres internationaux, nous avons entendu parler du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), qui a joué un rôle non négligeable en contribuant à stimuler les activités de recherche sur le continent. Mon propre institut, l'Institut international de l'agriculture tropicale (IITA), a fêté l'année dernière ses 50 ans, et, nous réjouissons du travail qui nous attend au cours des 50 prochaines années.

Nous avons identifié trois domaines clés qui selon nous devraient être abordés en priorité. Le premier c'est que nous avons besoin d'une meilleure intégration dans le travail que nous réalisons dans les différents domaines de recherche. Deuxièmement, il serait bon de mieux aligner nos recherches aux objectifs stratégiques des pays dans lesquels nous travaillons. Si vous prenez un pays en particulier, il aura ses propres

objectifs stratégiques, mais quand on arrive sur le plan de la recherche, des projets sont développés sans référence claire à ces objectifs et nous avons le sentiment que ceci doit changer. La recherche doit bien sûr être forte et ciblée.

Troisièmement, nous voulons fortement souligner le fait que ceux d'entre nous qui travaillent dans la recherche agronomique internationale ne devraient pas se contenter de surproduire des groupes publics internationaux– le terme générique que nous utilisons pour développer des questions larges. Nous devrions d'abord examiner le pays en premier pour vraiment l'aider à atteindre ce dont il a besoin pour améliorer les moyens

d'existence communautaires et l'aider dans son développement économique.

Enfin, je souhaite mentionner quatre aspects clés qui sont particulièrement intéressants pour la recherche: la cohésion est essentielle, tout comme l'intégration, et l'alignement par rapport aux groupes nationaux et au sein des systèmes de recherche internationaux. Nous avons la conviction que ce sont des domaines sur lesquels nous allons beaucoup insister lors de notre travail avec l'Union africaine et avec d'autres organisations régionales ainsi qu'avec les instituts de recherche nationaux. ■



John Miller

Vice-président senior, Nestlé

Si vous me le permettez, je voudrais commencer par vous parler un peu de notre modèle économique, puis j'aborderai quatre points sur lesquels j'ai la conviction que l'industrie, les gouvernements et les agences non gouvernementales peuvent travailler à l'unisson pour régler le problème urgent de la faim, notamment parmi la jeunesse africaine. C'est avec un immense plaisir depuis mon arrivée que j'ai revu plusieurs personnes – des amis que j'avais rencontrés à Abidjan il y a quelque temps et qui assistaient au forum sur «la création de valeur partagée» qui s'était tenu il y a deux ans.

La raison pour laquelle je mentionne cela c'est que la création de valeur partagée est réellement au cœur de notre modèle économique. Et je pense en effet que cette notion est au cœur d'autres activités également. C'est la conviction qu'une entreprise comme la nôtre ne peut pas prospérer, ne peut pas se développer sur

le long terme, si nous ne permettons pas aux populations au sein desquelles nous travaillons de tirer profit des bénéfices sur le plan économique, et chose plus importante sur le plan nutritionnel. En tant que chef de file au niveau mondial dans le secteur de l'alimentation et des boissons, de la nutrition, de la santé et du bien-être, nous avons une énorme responsabilité à ce titre. Par conséquent l'intégralité de notre modèle économique est fondée sur cela. Je crois en effet que pour créer une valeur partagée, nulle part ailleurs cette notion n'est plus puissante que sur le continent africain.

Je vais expliquer cette notion en termes de rôles. Cela commence avec la ferme: 64 pour cent de nos matières premières proviennent du continent africain, mais cela va bien plus loin. Nous convertissons ensuite ces matières premières dans nos nombreuses usines, 19 sur tout le continent. Nous travaillons avec les agriculteurs. Nous créons un marché immédiat

pour les produits de ces exploitants. Nous convertissons ensuite ces matières premières en nos marques, que nous distribuons aussi largement que possible dans différents pays d'Afrique, pour garantir que ces produits nutritionnels de santé et de bien-être sont disponibles au plus grand nombre de personnes possibles.

Il s'agit d'un modèle économique qui est vraiment fondé sur le développement de l'Afrique. Plusieurs de nos respectés orateurs ont parlé de l'importance de l'agriculture, non seulement pour la nutrition, mais aussi comme moyen de créer des emplois. C'est en effet le plus grand générateur d'emplois dans un environnement où les taux de chômage sont tout à fait clairs.

La chose la plus importante est la formulation de nos produits. Non seulement nos matières premières proviennent d'agriculteurs africains, mais nous prenons également soin d'aborder la question pressante des carences en micronutriments que nous constatons sur tout le continent, et qui contribuent à des niveaux de malnutrition inacceptables. Je suis fier de déclarer que l'année dernière nous avons fourni 68 milliards de portions fortifiées à des consommateurs sur tout le continent africain.

Et ceci n'est qu'un début. Il reste beaucoup de choses à faire. Nous avons entendu cet après-midi que nous n'allons pas atteindre les objectifs nutritionnels fixés.

C'est le début, et j'ai la conviction que le secteur privé a la responsabilité, le devoir et un rôle extrêmement important à jouer pour répondre à ces besoins pressants.

Mais assez parlé de notre modèle économique. Je voudrais maintenant passer très brièvement à quatre domaines où j'ai la conviction que le secteur privé, les gouvernements et les agences non gouvernementales peuvent travailler main dans la main, pour progresser en direction de nos objectifs partagés. Ils se répartissent en quatre catégories. Premièrement, la productivité agricole; deuxièmement, les infrastructures; troisièmement, la sécurité sanitaire des aliments; et enfin, le perfectionnement de politiques nutritionnelles fortes.

Je vais parler du premier point, et pardonnez-moi si je répète des points qui ont déjà été mentionnés par d'autres personnes de façon plus efficace que je ne pourrai le faire. Je commence avec le travail que nous réalisons avec les agriculteurs pour les aider à améliorer leur productivité. L'année dernière, nous avons travaillé avec 100 000 agriculteurs africains pour les aider à diminuer les pertes après récoltes, et régler les problèmes des aflatoxines et d'autres difficultés que nous avons rencontrées. Nous avons travaillé à l'amélioration de la productivité des récoltes générées par l'intermédiaire de la contribution en nature des petits, moyens et grands exploitants, qui sont tous tellement importants dans

notre modèle économique. Nous avons la responsabilité, collective, je pense, de promouvoir les cultures intercalaires, de développer et de maintenir les potagers et le bétail, pour développer des activités économiques durables, afin de garantir que les gens obtiennent une rétribution juste.

Comme je l'ai dit, nous travaillons non seulement avec des agriculteurs, mais nous apportons un marché immédiat pour leurs produits et nous générons un modèle économique vertueux.

Deuxièmement, les infrastructures: nous nous appuyons sur le premier point.

Les infrastructures ne peuvent être générées que si l'économie fonctionne bien. Ici également, le secteur privé a un très grand rôle à jouer. Notre société est implantée en Afrique depuis 100 ans.

Nous avons pris cette responsabilité très au sérieux, en respectant la gouvernance, en garantissant que les impôts sont payés en intégralité, et en nous assurant que nous contribuons à la vie économique de la nation de façon à ce que les gouvernements puissent investir dans des infrastructures. Je parle ici des produits qui vont de la ferme jusqu'au marché. Je parle des routes qui nous permettent de distribuer largement nos marques, non pas seulement dans les centres urbains en expansion, mais aussi dans l'économie rurale, ce qui est tellement important pour la santé économique des nations africaines. Je parle également des infrastructures qui vont dans la direction d'une zone de libre-échange continental

qui faciliterait ainsi davantage de commerce intra-africain. C'est une direction encourageante pour nous, parce que nous pensons que plus il y aura de commerce entre les nations africaines plus les économies seront fortes et meilleur cela sera pour les entreprises et les consommateurs que nous desservons. Troisièmement, la sécurité sanitaire des aliments. Nous savons combien la sécurité sanitaire des aliments représente un problème grave, et il y a eu plus de 90 millions d'incidents de santé liés à l'alimentation en 2016.

Je dois dire à ce propos que j'ai été très encouragé par les discussions et notre interaction avec l'Union africaine.

Au moment où je vous parle, nous sommes en dialogue dans le but de créer un laboratoire de réglementation qui sera disponible à toutes les industries.

Il ne se confinera pas à nos secteurs.

Nestlé est prêt à engager une assistance technique pour qu'un tel laboratoire puisse fonctionner, et donner lieu je l'espère, à la standardisation des normes sanitaires, des normes de sécurité sanitaire des aliments, de façon à pouvoir exporter plus facilement les produits entre les pays. À nouveau, cela contribuera au développement essentiel du commerce intra-africain.

Enfin, l'importance d'une politique nutritionnelle durable. Dans ce domaine là aussi, nous soutenons pleinement les politiques gouvernementales destinées à régler la question pressante des carences en micronutriments. Nous souhaitons

travailler ensemble de façon à établir une cartographie des habitudes alimentaires pour vraiment comprendre quels sont les besoins les plus pressants. Je pense qu'en collaborant, nous pouvons vraiment changer la donne.

En conclusion, je pense que nous devons travailler ensemble pour moderniser l'agriculture, pour encourager des agriculteurs plus jeunes à intégrer le secteur. La moyenne d'âge des agriculteurs

est de 59 ans, ce qui est presque aussi vieux que moi. Nous avons besoin de sang neuf. Nous avons besoin de davantage de femmes dans ce secteur. Nous avons besoin d'améliorer les infrastructures, notamment les fermes et les routes d'accès aux marchés. Nous devons investir dans la sécurité sanitaire des aliments, et nous devons créer des politiques nutritionnelles nationales complètes, pour garantir que nous nous attaquons au problème urgent des carences en micronutriments. ■



Ntiokam Divine

Directeur général, Réseau jeunesse de l'agriculture intelligente face au climat

Pour éliminer la faim d'ici 2025, l'agriculture intelligente face au climat est l'une des meilleures solutions vers lesquelles se tourner. Elle présente en effet trois dimensions: elle met fin à l'insécurité alimentaire grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus, elle s'adapte au changement climatique, et elle contribue à l'atténuation des effets du changement climatique.

En regardant ces trois points, examinons certaines des choses que nous avons pu réaliser jusqu'ici avec les jeunes sur tout le continent. Nous avons créé des programmes pour planter des arbres fruitiers, et nous avons établi les «clubs contre la faim» dans les écoles. Nous avons également pensé qu'il serait bon de dialoguer avec la jeune génération de 2030 à 2050 en partageant les histoires de réussite sur le plan national et des comités.

À ce propos, nous nous efforçons aussi de rendre l'agriculture attractive pour les jeunes. Comme je l'ai dit précédemment, on ne peut pas forcer un jeune à aller dans les champs et à devenir agriculteur. Il nous faut créer des incitations et des environnements favorables à leur égard.

En résumé, il nous faut encourager l'agroalimentaire. Qu'est-ce que je veux dire par là? Il faut envisager l'agriculture comme une industrie globale, l'intégralité de la gestion, et dire aux jeunes gens: «si vous étudiez la médecine par exemple, pourquoi ne pas vous spécialiser dans la sécurité nutritionnelle?» Si vous êtes mécanicien (ou plutôt je devrais dire) si vous avez un enseignement technique, pourquoi ne pas vous intéresser aux infrastructures des fermes jusqu'aux marchés? Si vous faites de la comptabilité, pourquoi ne pas l'examiner sous l'angle de la finance et de l'emploi des jeunes dans le secteur agroalimentaire? Ceci nous aidera

à stopper l'immigration clandestine des zones rurales vers les centres urbains, et de l'Afrique vers le continent européen.

Je demande instamment à tous les dirigeants mondiaux ici présents de donner davantage la priorité aux initiatives basées dans les collectivités. Je m'explique: prenons par exemple le Cameroun, d'où je suis originaire. Dans le village rural XY, faisons en sorte que toutes les infrastructures des villes soient disponibles dans cette communauté rurale.

Enfin, les jeunes gens doivent être considérés comme des partenaires du développement et non pas comme des bénéficiaires. Parce que si vous les

considérez comme des partenaires du développement, vous investirez réellement et aurez confiance dans leur capacité à agir. Il nous faut investir davantage, et créer un environnement favorable.

C'est la raison pour laquelle avec l'aide de la Banque africaine de développement, nous sommes en train de mettre en place l'agriculture intelligente face au climat. La FAO a récemment financé des programmes au Zimbabwe et en Tanzanie. Je serais vraiment ravi si nous pouvions tous nous engager à dire que «nous allons soutenir les ramifications que nous avons débutées dans les écoles et dans les différents pays africains». ■



Philip Baker

Ambassadeur du Canada auprès de la République démocratique fédérale d'Éthiopie

C'est un grand honneur pour moi de parler ici devant vous à l'occasion de cette réunion de suivi de haut niveau sur la Faim zéro en Afrique. Selon l'Institut mondial McKinsey, grâce à des interventions positives et des politiques publiques saines qui soutiennent l'égalité entre hommes et femmes, l'émancipation économique des femmes ajouterait 12 billions de dollars É.-U. à l'économie mondiale d'ici 2025.

Les données suggèrent que si les hommes et les femmes avaient un accès égal aux ressources productives en agriculture, la production alimentaire augmenterait de 30 pour cent (ce qui serait suffisant pour sortir les 150 millions de personnes de la faim). Les femmes ont la responsabilité d'entretenir leur foyer en fournissant de la nourriture et de la nutrition, mais elles n'ont pas le même accès et contrôle sur les ressources reproductrices de la terre que les hommes, ce qui non seulement est injuste, mais inefficace.

Dans le cadre de sa nouvelle politique internationale féministe, en juin 2017, le Canada a annoncé une Politique d'assistance internationale féministe.

Cette politique est basée sur des idées simples et puissantes qui encouragent l'égalité entre hommes et femmes et autonomisent les femmes et les jeunes filles comme le moyen le plus efficace d'éradiquer la pauvreté. Nous pensons que ceci est essentiel pour réaliser les objectifs de développement systémique et les ambitions de l'Agenda 2063 pour l'Afrique. Pour ce faire, nous devons à la fois cibler et intégrer l'égalité entre hommes et femmes dans tout notre travail. Cela s'applique à tous les domaines: l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, la dignité humaine, une croissance qui fonctionne pour tout le monde, l'action sur l'environnement et le climat, des gouvernements inclusifs et la paix et la sécurité.

L'autonomisation des femmes est essentielle pour éradiquer la faim en Afrique. Pour y parvenir, le Canada croit fermement en la solidarité et le multilatéralisme. Ce n'est qu'en se rassemblant que nous trouverons des solutions efficaces à ces grands problèmes. Nous soutenons ces valeurs depuis notre contribution à la rédaction de la Charte des Nations unies en 1945 et depuis que nous avons accueilli la première séance de la Conférence de la FAO à Québec, où la FAO fut créée. Nous pensons également qu'il est essentiel d'impliquer les femmes dans les décisions et de garantir que les projets répondent aux besoins spécifiques des femmes et qu'ils les aident à devenir plus fortes. Les femmes réalisent des contributions essentielles au développement agricole et à la sécurité alimentaire en tant qu'agricultrices, entrepreneuses et gestionnaires des ressources naturelles. Elles jouent également un rôle décisif dans la sécurité alimentaire, la diversité des régimes alimentaires, la santé des enfants, dépensant généralement l'essentiel de leurs revenus sur l'alimentation, et comme le fait naturellement une mère, plaçant les besoins nutritionnels de leurs enfants avant les leurs. Bien qu'elles représentent 40 pour cent de la main-d'œuvre agricole, elles continuent de rencontrer des obstacles qui limitent leur accès aux ressources reproductrices, y compris la terre, les bénéfices qu'offrent les services de commercialisation et l'émancipation économique.

Elles sont également touchées de manière disproportionnée par les effets néfastes du changement climatique. Nous devons garantir que nos efforts contribuent à créer un environnement plus inclusif qui donne aux femmes un rôle de décideuses, d'innovatrices, et de gardiennes des ressources au centre du développement rural. Le Canada soutient pleinement la privatisation africaine au sein du thème de la Faim zéro. Un bon exemple d'initiative menée par l'Afrique est le programme «Filet de sécurité productif» de l'Éthiopie. Chaque année, il fournit des transferts prévisibles d'espèces en échange de nourriture à pratiquement huit millions de personnes dans toutes les régions de l'Éthiopie, notamment à quatre millions de femmes, en échange de leur participation à des activités qui améliorent les moyens d'existence et la résilience sur le plan communautaire.

Le Canada soutient fièrement cette initiative qui aide à soulager l'insécurité alimentaire et la malnutrition notamment chez les plus démunis. Enfin, ces initiatives doivent être accélérées et généralisées pour garantir la sécurité alimentaire pour tous, notamment ceux qui ont été laissés pour compte, y compris les femmes et les jeunes filles. La Faim zéro est un objectif que nous pouvons atteindre. Le Canada soutient l'Afrique dans ses efforts pour y parvenir. ■



Jacob Ouédraogo

Ministre de l'agriculture, Burkina Faso

Au nom du Comité technique spécialisé, responsable de l'agriculture, du développement rural, de l'eau et de l'environnement, je souhaite dire que toutes les politiques stratégiques qui ont été présentées, toutes les actions et tous les engagements doivent devenir réalité.

On dit toujours qu'il y a trop de discours et pas suffisamment d'actes. Malgré tout, nous siégeons à la Commission responsable du développement rural et qui veut garantir que tous les engagements pris dans l'Agenda 2063 et dans la Déclaration de Maputo deviennent réalité. J'appelle tous les pays ici présents, tous les pays africains, à arrêter de faire des discours et à agir concernant les femmes et les jeunes, de façon à ce qu'ils puissent tous devenir des acteurs engagés, des parties prenantes qui ne vont pas se contenter de demander de l'aide.

Nous savons que la plupart de nos pays dépendent de l'aide et j'ai été ravi de noter que l'ancien Président de l'IFAD a déclaré que ce n'est pas l'aide qui va permettre à l'Afrique de se développer. Nous allons développer l'Afrique nous-mêmes, et notre engagement doit se tourner vers les populations pauvres. Il ne s'agit pas seulement de l'agriculture, nous avons besoin d'infrastructures, nous avons besoin de développement, de commerce ne serait-ce que pour cela. Nous avons aussi besoin de systèmes de transformation. La chaîne de valorisation devra être utilisée pour que nos engagements deviennent réalité.

Cela dit, je souhaite que chaque participant à cette conférence, lorsqu'il ou elle rentrera dans son pays respectif, reproduise tout ce qui a été dit ici. Ceci devrait être la force motrice, la locomotive qui va nous aider à sortir l'Afrique de la faim. Nous devons nous engager à ce que

chaque fois que ce type d'événement se produit, nous donnions la priorité à la faim. La plupart du temps nous oublions que lorsque nous rentrons dans nos pays, nous n'appliquons pas ce que nous avons appris ici. L'année 2025 approche à grands

pas, c'est demain. Si nous continuons à faire des discours qui ne sont que des mots, nous n'atteindrons pas les objectifs que nous devons atteindre ensemble. C'est ensemble qu'il nous faut avancer et c'est ensemble que nous réussissons. ■



Martin Fregene

Directeur du Service de l'agriculture, Banque africaine de développement

Les missions dans plusieurs pays d'Afrique ont démontré qu'un investissement dans les semences, davantage de politiques et de partenariats peuvent atteindre les agriculteurs les plus éloignés. Les semences peuvent améliorer la productivité et la sécurité alimentaire. La production agricole a augmenté au cours des 10 dernières années de plus de 20 000 tonnes. C'est beaucoup, mais cela ne représente que cinq millions d'hectares plantés, ce qui ne représente environ que 2 pour cent de toute la superficie cultivable du continent. En travaillant étroitement avec la Commission de l'UA et les partenaires du développement de la FAO, la Banque africaine de développement a lancé ce que nous appelons les «Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine», ou TAAT.

Les TAAT sont une plate-forme qui rassemble des financements, des partenaires et des technologies pour atteindre les agriculteurs africains où qu'ils se

trouvent. La technologie de lutte contre les plantes adventices a déjà été mise au point par des programmes nationaux dans les centres urbains, et certains agriculteurs ont déjà reçu une formation à ces initiatives. Le premier montant de 40 millions de dollars É.-U. disséminé par les TAAT provient de la Banque africaine de développement, et cet argent va financer les fournisseurs de technologie dans des centres-ville afin d'identifier la technologie qui fonctionne le mieux.

Nous sommes en train de réfléchir à la façon d'amener ces technologies aux agriculteurs en leur fournissant des semences et des engrais, et également en mettant en place des politiques qui libéralisent la production de semences, et qui fournissent un accès au secteur public afin de produire et de mettre au point des semences par l'intermédiaire des Systèmes de recherche agronomique nationaux. Comme vous le savez, les TAAT sont très présentes

dans les pays africains où il est nécessaire de mettre en place ces politiques.

Ces pays sont ceux qui doivent soutenir les Centres de recherches agronomiques nationaux pour qu'ils puissent réussir.

Ces pays sont aussi ceux qui doivent fournir des crédits de la Banque africaine de développement et d'autres partenaires du développement afin de financer les compétences techniques. À la Banque africaine de développement, nous avons la conviction que ces technologies qui ont été mises au point doivent parvenir aux agriculteurs africains.

Nous pensons également fermement que la technologie est un point particulièrement important du travail. Il faut également avoir accès aux marchés. Après cela, nous allons travailler très étroitement avec les partenaires sur des interventions qui fournissent un accès aux marchés. Trois points me viennent à l'esprit: premièrement quelle est la culture de base de ces zones? Les investissements dans les infrastructures et les incitations fiscales sont importants pour attirer les transformateurs dans les zones rurales où sont produites ces denrées. Le deuxième point est la réduction et l'intervention après récoltes: des technologies simples et des sacs peuvent être utilisés pour entreposer les céréales pendant toute l'année. Et troisièmement, les prix sont très importants pour nos agriculteurs.

Ces derniers ne savent pas quel sera le prix au moment de la récolte, et ils font souvent pousser des cultures qui ne peuvent pas couvrir leur coût de production.

La connaissance des prix est liée à des mécanismes tels que l'information, les bourses de marchandises, les entrepôts et d'autres systèmes: ils créent tous le marché dont les agriculteurs ont désespérément besoin. Pour finir, je voudrais vous faire partager une autre initiative menée par la Banque africaine de développement. Il s'agit de «Dire non à la famine», une initiative importante de la Banque africaine de développement qui cherche à résoudre les problèmes de distribution de nourriture, mais également de productivité dans les grands pâturages qui créent des zones souvent touchées par la famine.

Nous travaillons à la construction d'une alliance qui mettra fin à la famine de façon permanente sur le continent. Nous travaillons également en étroite collaboration avec un groupe de nutritionnistes qui reconnaissent les dirigeants africains qui fournissent en priorité des repas gratuits dans leur pays, et montrent du doigt et dénoncent ceux qui ne le font pas. Enfin, je voudrais conclure en disant aux dirigeants africains que vous avez tout ce qu'il vous faut en suivant l'exemple d'Accra pour éradiquer la faim en 10 ans. J'ai la conviction que vous allez franchir le cap et prendre le taureau par les cornes. ■

5. COMMUNIQUÉ COMMUN

Renouvellement de l'appel à l'action pour éliminer la faim en Afrique d'ici 2025

Nous, participants à la Réunion spéciale de haut niveau sur un «Partenariat renouvelé pour éradiquer la faim en Afrique d'ici 2025 – Cinq ans plus tard: Bilan des progrès accomplis et des leçons retenues eu égard aux Objectifs de développement durable», souhaitons saluer l'Union africaine et le Gouvernement de la République démocratique fédérale d'Éthiopie d'avoir organisé une Réunion de haut niveau sur ce thème aussi crucial, et nous reconnaissons le soutien fourni par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Les participants à cette Réunion de haut niveau étaient constitués de chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'Union africaine, d'anciens chefs d'État et de gouvernement, de chefs d'organisations internationales, de directeurs d'institutions financières internationales, de représentants d'organisations de la société civile, du secteur privé, d'organisations agricoles, de deux partenaires de la jeunesse, universitaires, de recherche et autres, rassemblés à Addis-Abeba en Éthiopie le 27 janvier 2018 en marge de la 30^e session du sommet ordinaire de l'Union africaine.

Nous exprimons notre gratitude envers les orateurs de haut niveau qui ont partagé avec nous leurs points de vue sur des politiques et pratiques qui ont contribué à l'objectif Faim zéro. À cet égard, nous regrettons l'indisponibilité de son Excellence M. Luiz Inácio Lula da Silva, ancien Président du Brésil, qui n'a pas pu se joindre à nous lors de cette session en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, nous privant ainsi du partage de sa grande expérience de défense de la Faim zéro au Brésil.

Nous puisons notre inspiration dans l'ambition de l'Agenda 2063 de l'UA pour une «Afrique prospère, fondée sur la croissance inclusive et le développement durable», affirmant que le peuple africain mérite un niveau de vie et une qualité de vie, une santé est un bien-être de qualité, de façon à envisager une Afrique libérée de la faim et de la malnutrition.

Nous renouvelons l'engagement de 2013 vis-à-vis de la Déclaration sur le renouvellement du partenariat pour une approche unifiée destinée à éradiquer la faim en Afrique d'ici 2025 au sein du cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

Nous renouvelons également la Déclaration de Malabo de 2014 sur la «Transformation de l'agriculture africaine pour une prospérité partagée et une amélioration des moyens d'existence», par laquelle un engagement a été pris d'éliminer la faim et la malnutrition en Afrique d'ici 2025, entre autres objectifs. Nous soulignons le besoin de sa mise en œuvre de manière intégrée dans le cadre des Objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 2.

Nous prenons note des progrès réalisés dans l'atteinte de ces engagements, mais nous sommes profondément préoccupés par la dégradation des tendances dans la sécurité alimentaire et la malnutrition dans la plupart des pays d'Afrique, largement précipités par les conditions climatiques défavorables et la persistance des conflits. Ceci a été illustré dans un récent rapport de la FAO sur le nombre de personnes en sous-alimentation qui a atteint environ 224 millions en 2016, ce qui représente une augmentation de 24 millions par rapport à 2015, soit un Africain sur quatre.

Nous sommes préoccupés par le fait que si cette tendance se poursuit (ce qui est possible si les choses ne bougent pas), la majorité des pays sur le continent ne parviendront pas à honorer les engagements de Malabo ni l'ODD 2 d'éradiquer la faim en Afrique.

Nous reconnaissons le rôle décisif des dirigeants nationaux à faire progresser la cause de la sécurité alimentaire et de la nutrition et la production de résultats concrets, par la création de politiques et de stratégies favorables, la mobilisation et l'affectation de crédits adéquats, et la canalisation des capacités institutionnelles pour une mise en œuvre accélérée de systèmes d'agriculture et d'alimentation durables de manière intégrée et coordonnée.

Nous sommes conscients du fait que la création de systèmes agricoles et alimentaires durables en Afrique aura des dividendes directs en enrayant les influences négatives actuelles sur la santé publique, la création d'emplois décents pour les jeunes, l'éducation, le développement économique et social, la migration de détresse des jeunes et les tendances à participer à des activités illégales et déstabilisatrices.

Nous avons conscience du potentiel que peut créer l'encouragement du développement du secteur privé par l'intermédiaire de meilleurs systèmes d'incitation aux investissements dans des filières d'agriculture et alimentation durables, ainsi que du rôle que peuvent jouer d'autres acteurs pour créer une meilleure responsabilité mutuelle vis-à-vis des actions et des résultats.

Nous sommes convaincus que le redoublement des efforts et l'action concertée par toutes les parties prenantes sont essentiels pour renverser les tendances négatives actuelles et permettre d'atteindre l'engagement de l'Afrique de réaliser la Faim zéro.

Appel à l'action

Nous demandons aux gouvernements nationaux des États membres de l'UA de:

- 1.** Renforcer la résilience des populations et des moyens de subsistance face aux menaces et risques naturels et provoqués par l'homme, par l'intermédiaire de systèmes d'alerte précoce améliorés et de préparation aux situations d'urgence, par la promotion d'une agriculture intelligente face au climat, et de systèmes agricoles et alimentaires durables. Créer avec les partenaires du développement et soutenir des mécanismes pour relier les approches humanitaires et de développement et renforcer la résilience dans le contexte des initiatives d'édification de la paix.
- 2.** Autonomiser les groupes vulnérables aux moyens d'interventions de protection sociale adéquats qui peuvent catalyser l'augmentation de la production et de la productivité en reliant la consommation de nourriture à la production, par exemple par le biais de programmes de repas scolaires basés sur des cultures locales.
- 3.** Déployer des efforts multisectoriels concertés pour un bilan nutritionnel positif par l'intermédiaire de la promotion d'une agriculture, d'une éducation et d'une santé sensibles à la nutrition.
- 4.** Promouvoir l'agroalimentaire pour créer des opportunités d'emplois décents pour les jeunes afin de résoudre les causes de la migration de détresse.
- 5.** Mettre en œuvre des bonnes pratiques de gouvernance qui encouragent la transparence et la responsabilité mutuelle.
- 6.** Formuler, réviser, mettre en œuvre et suivre des politiques, des stratégies et des programmes basés sur des données, visant l'éradication de la faim et de la malnutrition.

- 7.** Promouvoir l'harmonisation des politiques et des initiatives nationales au cadre régional et continental.
- 8.** Renforcer la mise en œuvre de capacités institutionnelles pour une production efficace de services et de résultats, notamment la promotion des dialogues multisectoriels.

Nous demandons à la Commission de l'UA, à l'Agence de coordination et de planification NEPAD et aux Communautés économiques régionales de:

- 9.** Coordonner les efforts des États membres, des autres parties prenantes et des partenaires du développement dans la mise en œuvre de ces actions.
- 10.** Mobiliser et affecter des fonds adéquats pour l'Objectif Faim zéro et nouer des partenariats, notamment entre les secteurs publics et privés et la Coopération Sud-Sud.

Nous demandons aux partenaires techniques et financiers, aux organisations de la société civile, et au secteur privé de:

- 11.** Dialoguer avec et soutenir de manière constructive les États membres, les communautés économiques régionales et l'UA au cours de la mise en œuvre de ces actions pour produire de meilleurs résultats.

Addis-Abeba, Éthiopie,
le 27 janvier 2018

6. REMARQUES DE CLÔTURE



Eyasu Abraha Alle

Ministre de l'agriculture, République démocratique fédérale d'Éthiopie

Au nom de la République démocratique fédérale d'Éthiopie, je souhaite remercier de tout coeur tous ceux d'entre vous qui sont venus participer à cette réunion de haut niveau pendant ces deux journées. J'ai la conviction que cette réunion s'est terminée sur une note positive, et qu'un nouveau partenariat pour éliminer la faim en Afrique d'ici 2025 a été créé.

J'ai donc l'immense plaisir de remercier la Commission de l'Union africaine, le

Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Est, et le Bureau de pays de la FAO d'avoir organisé ensemble cette réunion de haut niveau avec le Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles de la République démocratique fédérale d'Éthiopie. Rien n'est impossible, et ensemble nous pouvons et nous allons réaliser l'objectif d'éliminer la faim en Afrique d'ici 2025. Je vous remercie de votre attention. ■

Réaliser la Faim zéro en Afrique d'ici 2025

BILAN DES PROGRÈS ACCOMPLIS

27 janvier 2018
Réunion de haut niveau de l'Union africaine
Addis-Abeba, Éthiopie

ISBN 978-92-5-130443-3



9 7 8 9 2 5 1 3 0 4 4 3 3

I8624FR/1/03.18